

# Consultations en ligne pour guider l'élaboration d'une stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe

## Rapport

Présenté à  
Condition féminine Canada  
[communications@swc-cfc.gc.ca](mailto:communications@swc-cfc.gc.ca)

Préparé par  
Léger

This report is also available in English.

POR 016-16

Numéro de contrat 1W001-170081/001/CY  
Attribué 2016-06-30

Projet 15582-001  
2016-09-19

Léger  
507 Place d'Armes, suite 700  
Montréal, Québec  
G1R 2K2  
Téléphone: 514-982-2464  
Fax: 514-987-1960  
[www.leger360.com](http://www.leger360.com)



## Table des matières

---

1.	Résumé.....	Error! Bookmark not defined.	1
1.1	Contexte et objectifs.....		1
1.2	Méthodologie de la recherche quantitative .....		2
1.3	Aperçu des résultats quantitatifs .....		3
1.4	Notes sur l'interprétation des résultats de recherche.....		5
1.5	Déclaration de neutralité politique et coordonnées .....		5
2.	Résultats quantitatifs détaillés .....	Error! Bookmark not defined.	7
	Annexe A – Méthodologie de recherche détaillée.....		34
	A.1 Méthodologie quantitative .....		34
	Annexe B – Questionnaire.....		41
	Annexe C – Données tabulées .....		69

# 1. Résumé

---

Léger est fier de présenter à Condition féminine Canada (CFC) le rapport des résultats du sondage auprès du public canadien visant à alimenter la réflexion du gouvernement fédéral dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie contre la violence fondée sur le sexe.

Le présent rapport a été préparé par Léger à la demande de CFC (n° de contrat 1W001-170081/001/CY, accordé le 30 juin 2016).

## 1.1 Contexte et objectifs

Condition féminine Canada (CFC) est un organisme du gouvernement fédéral qui fait la promotion de l'égalité des sexes et encourage la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et démocratique au Canada. L'organisme a pour responsabilité de fournir des conseils stratégiques sur les politiques qui appuient l'égalité des sexes et d'offrir une expertise en matière d'analyse comparative entre les sexes. L'un de ses objectifs prioritaires est de mettre un terme à la violence faite aux femmes et aux filles.

CFC a reçu le mandat d'élaborer une stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe au Canada. Afin d'alimenter sa réflexion et d'orienter ses actions, CFC a consulté un large échantillon de Canadiennes et de Canadiens, notamment des expertes et experts de la violence fondée sur le sexe. Ce processus de consultation a comporté plusieurs volets : tables rondes régionales et thématiques, rencontres avec des victimes, panel d'expertise, création d'une adresse électronique distincte pour recevoir les mémoires de citoyennes et citoyens ou d'organisme, la distribution d'un questionnaire à des expertes et experts du domaine, ainsi qu'une enquête auprès de la population générale afin de jauger les opinions sur une variété de sujets qui ont trait à la violence fondée sur le sexe. Le présent rapport porte sur cette enquête auprès de la population générale.

L'enquête auprès de la population générale a été réalisée au moyen d'un questionnaire en ligne. Ce questionnaire visait les objectifs suivants :

1. Déterminer si les Canadiennes et les Canadiens considèrent que la violence fondée sur le sexe est un enjeu prioritaire.
2. Déterminer l'opinion du public quant à l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer la violence fondée sur le sexe.
3. Cerner les priorités nationales et régionales devant guider l'élaboration de la stratégie fédérale.
4. Déterminer les types de violence fondée sur le sexe à traiter en priorité dans la stratégie.

5. Déterminer l'opinion du public quant à l'efficacité de divers types d'intervention : prévention primaire, mécanismes de soutien aux victimes, traitement de la violence fondée sur le sexe dans l'appareil judiciaire et programmes de réadaptation pour les personnes ayant commis des actes de violence fondée sur le sexe.

6. Clarifier les opinions à ce sujet grâce aux commentaires qualitatifs des répondantes et des répondants.

## **1.2 Méthodologie de la recherche quantitative**

L'étude utilisait deux méthodologies distinctes.

### **Enquête « lien-ouvert » sur le site Web de CFC**

Le public a été consulté grâce à un lien sur le site Web de CFC, menant à un questionnaire d'enquête libre d'accès. Quiconque consultait le site entre le 17 août 2016 et le 9 septembre 2016 pouvait participer à l'enquête en cliquant sur le lien. Aux visites « naturelles » du site, ce sont ajoutées celles du réseau étendu de CFC, que l'organisme a invité à répondre à l'enquête et à la diffuser par des messages dans les médias sociaux et des courriels.

Nous avons obtenu un taux de réponse impressionnant à l'enquête lien-ouvert : 5 887 personnes y ont répondu. Il faut cependant se rappeler que les résultats de cette composante des consultations publiques ne représentent pas les opinions ou les attitudes du public canadien dans son ensemble. En effet, on doit supposer que les personnes ayant visité le site Web de CFC avaient déjà un intérêt personnel ou professionnel pour le sujet.

### **Sondage Internet auprès d'un panel de Canadiennes et de Canadiens**

Entre le 17 août 2016 et le 9 septembre 2016, Léger a sondé par Internet un panel de la population canadienne. La sélection des participantes et des participants a été faite de façon aléatoire au moyen du panel LégerWeb. L'échantillon a été tiré du panel LégerWeb et était constitué de Canadiennes et Canadiens de 18 ans et plus, dans toutes les régions du Canada. Léger a un panel électronique constitué de plus de 400 000 Canadiennes et Canadiens de partout au pays. Un panel Internet est composé d'internautes dont le profil a été établi selon différentes variables sociodémographiques. La majorité des membres (61 %) du panel Internet de Léger ont été recrutés par téléphone de façon aléatoire au cours des dix dernières années.

Au total, 1 651 Canadiennes et Canadiens de 18 ans et plus, habitant toutes les provinces et tous les territoires du Canada, ont répondu à ce sondage Léger. Puisque cet échantillon électronique tiré du panel n'est pas aléatoire, la marge d'erreur ne s'applique pas. Toutefois, aux fins de comparaison, un échantillon aléatoire de cette taille comporterait une marge d'erreur de +/- 2,4 %, 19 fois sur 20. Les résultats du sondage Internet ont été pondérés en fonction du sexe, de l'âge, du niveau de scolarité

et de la province (selon le recensement de 2011) afin de pouvoir les comparer à la population du Canada.

### **Méthodologie**

On trouvera des renseignements complets sur le processus de pondération à l'annexe A.

Les questionnaires bilingues se trouvent à l'annexe B.

Les tableaux complets des résultats des deux composantes du sondage se trouvent à l'annexe C.

### **1.3 Aperçu des résultats quantitatifs**

Les résultats qui suivent ont pour objet de mettre en contexte les opinions offertes par les répondantes et répondants. Il ne faut pas y voir une indication des tendances en matière de violence fondée sur le sexe dans la population canadienne.

Plus de la moitié (56 %) des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » ont déclaré avoir été victimes de violence fondée sur le sexe ou y avoir survécu, et 17 % des panélistes *LégerWeb* ont dit la même chose. Les femmes déclaraient plus souvent que les hommes avoir été victimes de violence fondée sur le sexe. Six répondantes sur 10 (60 %) à l'enquête « lien-ouvert » et un quart (24 %) des répondantes du panel *LégerWeb* ont dit être des survivantes de violence fondée sur le sexe ou en avoir été victimes. Parmi les personnes ne s'étant pas identifiées comme victimes ou survivantes, deux sur trois (66 %) ont déclaré qu'une ou un proche l'avait été. Cette proportion était légèrement au-dessus d'un quart (27 %) pour le panel *LégerWeb*.

Bien que le taux de victimisation était élevé dans les deux échantillons, le taux de signalement des actes de violence fondée sur le sexe était faible. Les résultats indiquent que la majorité n'a pas été signalée aux autorités. En effet, six fois sur dix environ, ces actes n'ont pas été signalés par les victimes ou proches des victimes (63 %) dans l'échantillon du lien-ouvert; cette proportion est de 52 % dans l'échantillon *LégerWeb*.

Néanmoins, la majorité des répondantes et répondants considéraient que la violence fondée sur le sexe est un enjeu important. Seulement 1 % des personnes ayant répondu l'enquête « lien-ouvert » et 9 % des participantes et participants au panel *LégerWeb* considéraient qu'il s'agissait d'une question peu importante ou pas du tout importante.

Selon les opinions exprimées par les répondantes et répondants des deux échantillons, les trois types de violence fondée sur le sexe qui doivent figurer prioritairement dans la

stratégie fédérale sont : a) la violence entre partenaires intimes, b) l'exploitation sexuelle des enfants et c) la violence sexuelle. (Il est à noter que la cyberviolence était également vue comme une question prioritaire.) Le pourcentage des mentions de violence sexuelle et de cyberviolence comme enjeu prioritaire est quasi identique du point de vue statistique dans les deux échantillons.

Les répondantes et répondants ont également cité trois domaines d'intervention qui sont, à leurs yeux, prioritaires et devraient être abordés dans la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe. Bien que les opinions soient semblables dans les échantillons, une légère différence a été notée quant aux interventions à prioriser. Les personnes ayant répondu à l'enquête « lien-ouvert » croyaient qu'on devait a) mieux soutenir les victimes ou les survivantes et survivants, b) déployer davantage d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention et c) créer plus de programmes de prévention précoce. À la différence de ce groupe, les panélistes *LégerWeb* croyaient que la deuxième priorité devrait être d'améliorer le soutien des victimes aux prises avec la justice et, la troisième (résultats ex æquo), de mener des campagnes de sensibilisation du public canadien et de programmes de prévention précoce.

Les répondantes et répondants ont aussi cerné ce qui leur semblait être des enjeux régionaux à l'égard de la question à l'étude. Sur ce point, un plus haut taux de réponse a été enregistré à l'enquête « lien-ouvert ». En fait, le panel *LégerWeb* n'a permis de dégager aucun enjeu régional clair. L'enquête « lien-ouvert » fait mention des conditions socioéconomiques (la pauvreté, le taux de chômage, etc.) comme problèmes régionaux les plus importants. La violence fondée sur le sexe envers les Autochtones a également été mentionnée comme facteur préoccupant dans le contexte des enjeux régionaux. Les valeurs et différences culturelles perçues au regard de la diversité caractérisant le pays, l'exploitation sexuelle et le manque de ressources dans les régions rurales sont aussi ressorties comme questions prioritaires.

Les opinions des répondantes et répondants divergeaient quant à l'efficacité des mesures fédérales de lutte contre la violence fondée sur le sexe<sup>1</sup>. La majorité (63 %) des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » croyaient que le gouvernement fédéral ne déploie pas suffisamment d'efforts, tandis qu'un tiers (33 %) des panélistes *LégerWeb* étaient de cet avis. Les proportions sont inversées de manière presque parfaite en ce qui concerne les répondantes et répondants croyant que le gouvernement fédéral déploie certains efforts en ce sens (lien-ouvert : 31 %; panel

---

<sup>1</sup> Fait à noter, les répondantes et répondants n'avaient pas nécessairement une connaissance préexistante des programmes ou politiques qu'on leur demandait d'évaluer.

LégerWeb : 52 %). Une personne sur dix parmi les répondantes et répondants (lien-ouvert : 2 %; panel LégerWeb : 12 %) croit que le gouvernement fédéral en fait assez pour éliminer la violence fondée sur le sexe<sup>2</sup>.

Les répondantes et répondants des deux composantes considéraient les programmes et stratégies de prévention primaire et les programmes structurés d'aide aux victimes et personnes survivantes (maisons d'hébergement d'urgence, soins de santé, services sociaux, etc.) comme les mesures d'intervention les plus efficaces. Inversement, bon nombre considéraient que les mesures visant la justice et les programmes de réadaptation pour les agresseuses et les agresseurs n'étaient pas efficaces.

#### 1.4 Notes sur l'interprétation des résultats de recherche

Les opinions et observations contenues dans le présent document ne reflètent pas celles de CFC. Le rapport a été compilé par Léger d'après la recherche effectuée pour ce projet. La consultation menée n'est pas probabiliste; les résultats ne s'appliquent donc pas à la population générale du Canada.

#### 1.5 Déclaration de neutralité politique et coordonnées

Léger atteste que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* et dans la *Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique*.

#### Renseignements supplémentaires

Nom du prestataire de services : Léger  
 N° de contrat de SPAC : 1W001-170081/001/Cy  
 Date d'attribution du marché : Le 30 juin 2016

<sup>2</sup> En raison d'une erreur dans la traduction française, l'analyse de cette question tient seulement compte des réponses données au questionnaire anglais. Les deux premières catégories (« suffisamment d'efforts » et « quelques efforts ») étaient les mêmes dans les deux langues, mais l'énoncé anglais « *not enough effort* » a été traduit par « aucun effort » (alors qu'il a plutôt le sens de « pas assez d'efforts ») dans le questionnaire en français, il a donc été impossible de tenir compte des réponses dans les deux langues au moment de l'analyse. Les panélistes francophones ont répondu comme suit à la question 3 : « suffisamment d'efforts » : 5 %, « quelques efforts » : 73 %, et « aucun effort » : 18 %. Dans l'échantillon de l'enquête lien-ouvert en français, les réponses ont été les suivantes : « suffisamment d'efforts » : 3 %, « quelques efforts » : 68 % et « aucun effort » : 19 %.



Les dépenses engagées dans le cadre du projet s'élèvent à 50 940,00 \$ (avant TVH).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce sondage, veuillez envoyer un courriel à [communications@swc-cfc.gc.ca](mailto:communications@swc-cfc.gc.ca).

## 2. Résultats quantitatifs détaillés

Tous les résultats présentés dans le présent rapport distinguent entre les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » (sur le site Web de CFC) et ceux du panel *LégerWeb*. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces deux groupes, consultez l'annexe A – *Méthodologie de recherche détaillée*.

La prochaine section décrit ce qui distingue les deux groupes de répondantes et répondants, c'est-à-dire ceux qui ont répondu à l'enquête « lien-ouvert » et ceux du panel *LégerWeb*.

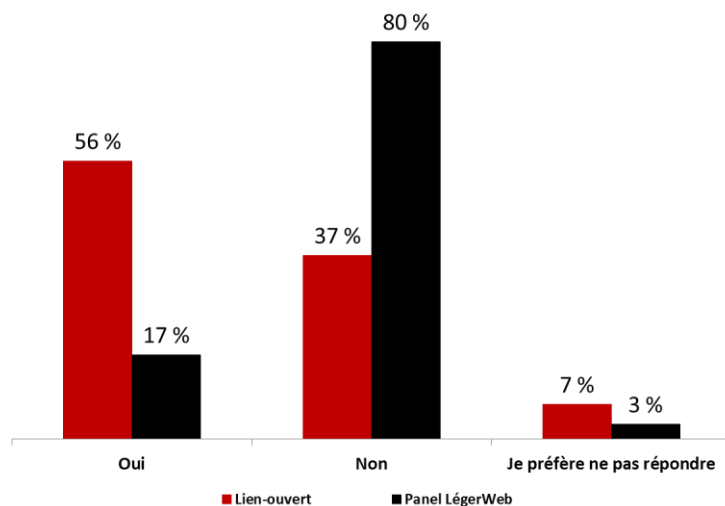
### Profil de victimisation

Les résultats qui suivent ont pour objet de mettre en contexte les opinions offertes par les répondantes et répondants. Il ne faut pas y voir une indication des tendances en matière de violence fondée sur le sexe dans la population canadienne.

Au-delà des différences sociodémographiques des deux échantillons, les résultats indiquent des différences importantes dans le profil de victimisation. Tandis que plus de la moitié (56 %) des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » ont déclaré avoir été victimes ou avoir survécu à de la violence fondée sur le sexe, environ une personne sur cinq (17 %) du panel *Léger Web* ont fait cette déclaration.

#### Diagramme 1. Profil de victimisation des répondantes et répondants

Q10. Avez-vous déjà été victime de violence fondée sur le sexe ou êtes-vous une survivante ou un survivant de violence fondée sur le sexe?



**Tableau 1. Profil de victimisation des répondantes et répondants, par genre**

Q10. Avez-vous déjà été victime de violence fondée sur le sexe ou êtes-vous une survivante ou un survivant de violence fondée sur le sexe?

	Femmes <sup>3</sup>	Hommes	Autres non binaires	Transgenre	Autre	Refus de répondre
<b>Lien-ouvert</b>						
Rép. non pondérées n=	5142	617	74	35	19	35
Oui	60 % <sup>4</sup>	17 %	81 %	71 %	79 %	63 %
Non	33 %	77 %	15 %	14 %	11 %	20 %
Je préfère ne pas répondre	8 %	6 %	4 %	14 %	11 %	17 %
<b>Panel Léger</b>						
Rép. pondérées n=	840	800	8	3	1	2
Rép. non pondérées n=	770	871	7	2	1	2
Oui	24 %	9 %	43 %	53 %	0 %	59 %
Non	72 %	89 %	41 %	47 %	100 %	41 %
Je préfère ne pas répondre	4 %	2 %	16 %	0 %	0 %	0 %

Comme l'indiquent les données, les femmes sont surreprésentées parmi les victimes dans les deux échantillons. Parmi les répondantes à l'enquête « lien-ouvert », six sur dix (60 %) déclaraient avoir été victimes ou être des survivantes de violence fondée sur le sexe. Bien que cette proportion soit plus faible parmi les répondantes du panel *LégerWeb*, un quart (24 %) de ces dernières affirmaient, elles aussi, avoir été victimes ou être des survivantes de violence fondée sur le sexe. Une très petite proportion des répondants avait un tel profil de victimisation, soit : moins d'un répondant sur cinq (17 %) dans l'échantillon de l'enquête « lien-ouvert » et moins d'un sur dix (9 %) dans le panel *LégerWeb*.

Il est à noter que les personnes ayant une identité sexuelle non binaire courent un plus grand risque d'être victimes de violence fondée sur le sexe. Une forte proportion de ces répondantes et répondants – plus de huit sur dix (81 %) – ont déclaré avoir été victimes de violence fondée sur le sexe. L'échantillon *LégerWeb* comportait trop peu de panélistes ayant indiqué une identité « autre non binaire », « transgenre » ou « autre » pour pouvoir tirer des conclusions.

<sup>3</sup> Les termes utilisés dans les titres de ligne de ces tableaux sont basés sur la réponse à la question suivante : « Comment vous définissez-vous? (choix présentés au hasard) »

<sup>4</sup> Dans les tableaux, les résultats en rouge représentent des différences statistiquement plus faibles en comparaison au reste de l'échantillon, tandis que les résultats en vert représentent des différences statistiquement plus importantes. Consultez l'annexe sur la méthodologie pour en savoir plus.

### *Autres différences significatives dans les sous-groupes*

Dans l'échantillon de l'enquête « lien-ouvert », on remarque une surreprésentation des victimes et des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe dans trois segments de population :

- les personnes âgées de 35 à 44 ans (59 %);
- les personnes vivant en Colombie-Britannique (65 %) ou en Ontario (59 %);
- les Autochtones (68 %).

Les victimes et les survivantes ou survivants sont sous-représentés parmi deux segments de population :

- les personnes âgées de 18 à 24 ans (48 %) et de 65 ans et plus (43 %);
- les personnes vivant au Québec (42 %).

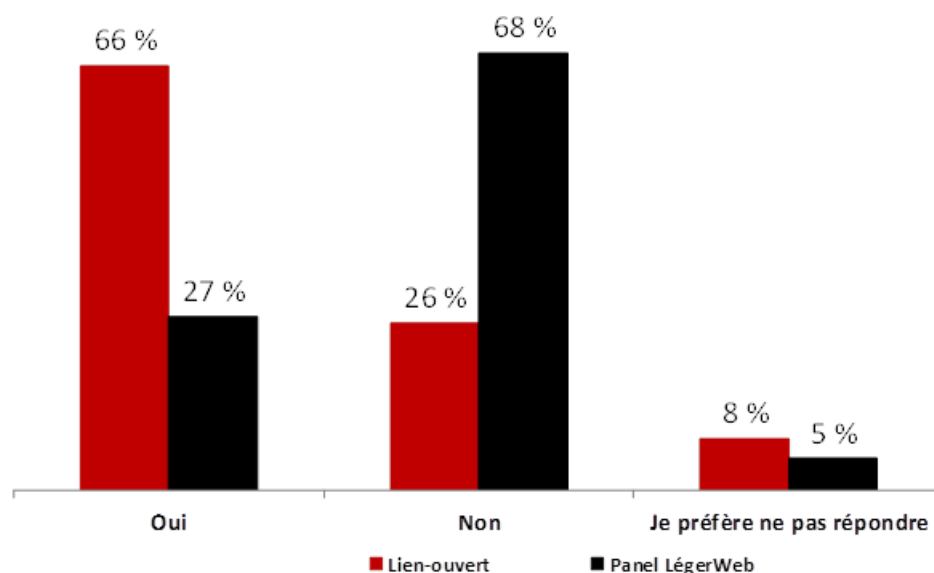
Dans l'échantillon du panel *LégerWeb*, il n'y a aucune différence significative entre les personnes victimes ou survivantes et les non-victimes selon l'âge ou la province de résidence.

Nous avons posé la question suivante aux personnes qui ont répondu n'avoir pas été victimes ou survivantes de violence fondée sur le sexe : « Parmi vos amies et amis ou votre famille, y a-t-il des personnes qui ont déjà été victimes de violence fondée sur le sexe ou qui sont des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe? »

Parmi les répondantes et répondants de l'enquête « lien-ouvert » ayant indiqué n'être ni victimes ni survivantes ou survivants, deux sur trois (66 %) ont répondu « oui » à la question ci-dessus. Cette proportion est légèrement supérieure à un quart (27 %) dans l'échantillon du panel *LégerWeb*.

### Diagramme 2. Profil de victimisation des proches

Q11. Parmi vos amies et amis ou votre famille, y a-t-il des personnes qui ont déjà été victimes de violence fondée sur le sexe ou qui sont des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe?



Les données présentent un nombre limité de différences statistiques lorsqu'il s'agit de proches ayant été victimes de violence fondée sur le sexe si la répondante ou le répondant n'a pas été lui-même victime d'une telle agression. Une seule différence a été repérée, soit que les hommes ayant répondu à l'enquête « lien-ouvert » connaissaient moins de victimes, survivantes et survivants de violence fondée sur le sexe. Comme l'indique le tableau ci-dessous, aucune différence importante ne peut être constatée parmi l'échantillon du panel *LégerWeb*.

### Tableau 2. Profil de victimisation des proches – résultats par sexe

Q11. Parmi vos amies et amis ou votre famille, y a-t-il des personnes qui ont déjà été victimes de violence fondée sur le sexe ou qui sont des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe?

	Femmes	Hommes	Autres non binaires	Transgenre	Autre	Refus de répondre
<b>Lien ouvert</b>						
Rép. non pondérées n=	2071	513	14	10	4	13
Oui	66 %	65 %	86 %	90 %	100 %	46 %
Non	25 %	29 %	14 %	0 %	0 %	15 %
Je préfère ne pas répondre	9 %	6 %	0 %	10 %	0 %	38 %
<b>Panel Léger</b>						

Rép. pondérées n=	641	726	4	1	1	1
Rép. non pondérées n=	587	792	4	1	1	1
Oui	27 %	28 %	18 %	0 %	0 %	100 %
Non	68 %	68 %	54 %	100 %	100 %	0 %
Je préfère ne pas répondre	5 %	4 %	28 %	0 %	0 %	0 %

### *Autres différences significatives dans les sous-groupes*

Dans l'échantillon de l'enquête « lien-ouvert », on remarque que les répondantes et répondants ayant des proches victimes, survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe sont surreprésentés parmi les groupes suivants :

- les personnes âgées de 25 à 34 ans (70 %);
- les personnes vivant au Manitoba (73 %).

Les proportions sont beaucoup plus faibles parmi :

- les personnes de 65 et plus (56 %);
- les personnes vivant au Québec (62 %).

### **Signalement de l'agression aux autorités**

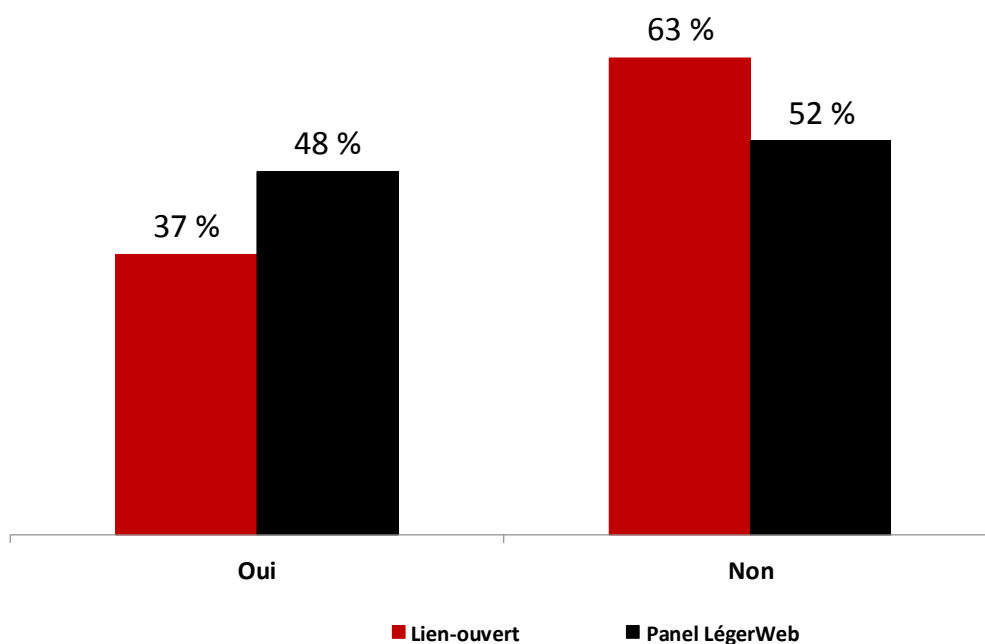
Nous avons également demandé aux personnes qui se sont identifiées comme victimes, survivants ou survivantes de violence fondée sur le sexe ou connaissant une telle personne si l'agression avait été signalée aux autorités (p. ex. médecin ou police)<sup>5</sup>. La question était la suivante : « En pensant à la violence fondée sur le sexe dont vous, votre ami(e) ou membre de la famille a été victime ou est survivant(e), cela a-t-il été signalé aux autorités publiques (p. ex., à la police, à un médecin, à une superviseuse ou un superviseur)? »

Parmi les participantes et participants à l'enquête « lien-ouvert », près de deux sur trois s'étant identifiés comme victimes ou proches des victimes (63 %) ont répondu que l'agression n'avait pas été signalée aux autorités. Seulement un tiers (37 %) des agressions environ ont officiellement été signalées. Dans le panel *Léger Web*, près de la moitié des victimes et des proches (48 %) ont dit que l'agression avait été signalée, tandis que l'autre moitié (52 %) ont dit qu'elle n'avait pas été signalée.

<sup>5</sup> Les questions sur le signalement sont utilisées dans l'analyse pour examiner les différences d'opinion entre les personnes ayant déclaré un incident et celles n'en ayant jamais déclaré. Elles ne sont pas nécessairement représentatives de la situation au Canada en matière de signalement.

**Diagramme 3. Signalement de la violence fondée sur le sexe aux autorités**

Q12. En pensant à la violence fondée sur le sexe dont vous, votre ami(e) ou membre de la famille a été victime ou est survivant(e), cela a-t-il été signalé aux autorités publiques (p. ex., à la police, à un médecin, à une superviseuse ou un superviseur)?



*Autres différences significatives dans les sous-groupes*

Dans l'échantillon de l'enquête « lien ouvert », on remarque que les répondantes et répondants ayant dit que l'agression avait été signalée sont surreprésentés parmi les groupes suivants :

- les personnes âgées de 45 à 54 (40 %) et de 55 à 64 ans (41 %).

Les proportions sont beaucoup plus faibles parmi :

- les personnes âgées de 18 à 24 ans (69 %) et de 25 à 34 ans (67 %).

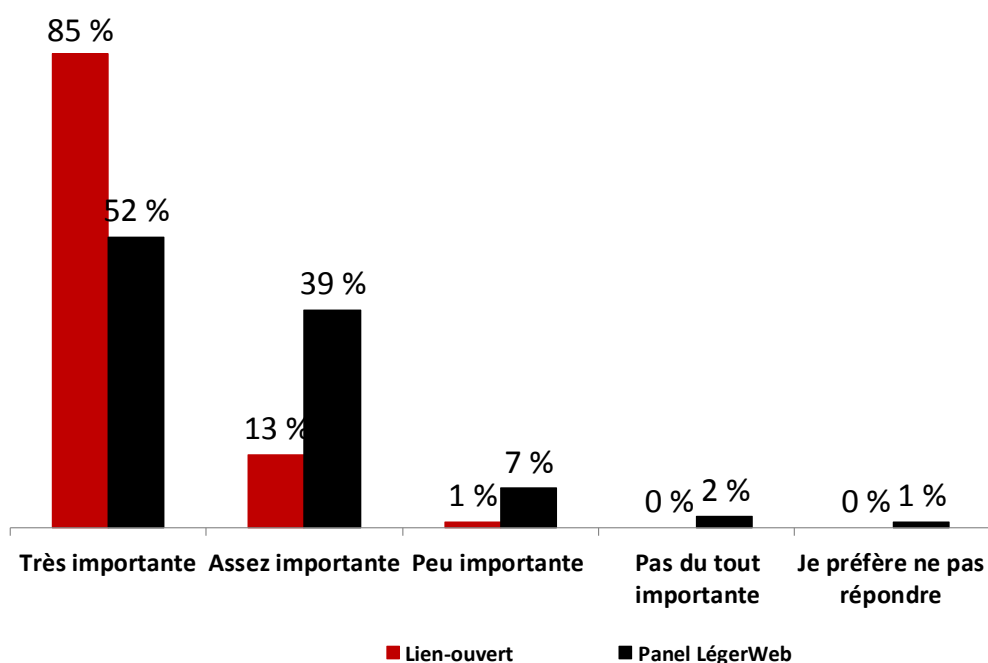
On ne relève pas de différence significative selon la province de résidence pour ni l'un ni l'autre des échantillons.

### Importance accordée à l'enjeu de la violence fondée sur le sexe au Canada

Plus de neuf personnes sur dix ou 90 % des répondantes et répondants (dans les deux échantillons) ont répondu qu'il s'agissait d'une question importante; une faible minorité la considérait sans importance.

**Diagramme 4. Importance de la question de la violence fondée sur le sexe au Canada**

Q1. Jusqu'à quel point pensez-vous que la violence fondée sur le sexe est une question importante au Canada?



On note des différences importantes selon le genre. Les femmes tendaient davantage à penser que la question de la violence fondée sur le sexe est très importante au Canada. Les hommes, quant à eux, avaient plutôt tendance à la juger assez importante ou peu importante ou pas du tout importante. Le tableau ci-dessous montre ces différences, constatées dans les deux échantillons.

**Tableau 3. Importance de la question de la violence fondée sur le sexe au Canada, selon le genre**

Q1. Jusqu'à quel point pensez-vous que la violence fondée sur le sexe est une question importante au Canada?

	Femmes	Hommes	Autres non binaires	Transgenre	Autre	Refus de répondre
<b>Lien ouvert</b>						
Rép. non pondérées n=	5142	617	74	35	19	35
Très importante	87 %	69 %	91 %	89 %	89 %	66 %



Assez importante	11 %	26 %	8 %	11 %	0 %	17 %
Peu importante	1 %	4 %	0 %	0 %	0 %	9 %
Pas du tout importante	0 %	1 %	1 %	0 %	5 %	6 %
Je préfère ne pas répondre	0 %	0 %	0 %	0 %	5 %	3 %
<b>Panel Léger</b>						
Rép. pondérées n=	840	800	8	3	1	2
Résultats non pondérés n=	770	871	7	2	1	2
Très importante	59 %	44 %	59 %	100 %	100 %	0 %
Assez importante	35 %	42 %	29 %	0 %	0 %	41 %
Peu importante	4 %	9 %	13 %	0 %	0 %	59 %
Pas du tout importante	0 %	4 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Je préfère ne pas répondre	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %

### Perception de l'efficacité des programmes fédéraux pour éliminer la violence fondée sur le sexe

On a demandé aux répondantes et répondants d'évaluer le niveau d'effort déployé par le gouvernement fédéral pour éliminer la violence fondée sur le sexe au pays<sup>6</sup> en leur posant la question suivante : « Comment évalueriez-vous les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer la violence fondée sur le sexe au Canada? »

Les opinions des répondantes et répondants divergeaient quant à l'efficacité des mesures fédérales visant la violence fondée sur le sexe. La majorité (63 %) des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » trouvaient que le gouvernement fédéral ne déployait pas suffisamment d'efforts, tandis qu'un tiers (33 %) des panélistes *LégerWeb* étaient de cet avis. Les proportions sont presque totalement inversées en ce qui concerne les répondantes et répondants croyant que le gouvernement fédéral a déployé certains efforts en ce sens : environ un tiers (31 %) des répondantes et des répondants à l'enquête « lien-ouvert » et plus de la moitié (52 %) au panel *LégerWeb*. Une poignée de répondantes et de répondants, soit moins d'un sur dix à l'enquête « lien-ouvert » (2 %) et un sur dix dans le panel *LégerWeb* (12 %), trouvaient que le gouvernement fédéral en faisait assez contre la violence fondée sur le sexe<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> Fait à noter, les répondantes et répondants n'avaient pas nécessairement une connaissance préexistante des programmes ou initiatives du gouvernement fédéral en matière de violence fondée sur le sexe.

<sup>7</sup> En raison d'une erreur dans la traduction française, l'analyse de cette question tient seulement compte des réponses données au questionnaire anglais. Les deux premières catégories (« suffisamment d'efforts » et « quelques efforts ») étaient les mêmes dans les deux langues, mais l'énoncé anglais « *not enough effort* » a été traduit par « aucun effort » (alors qu'il a plutôt le sens de « pas assez d'efforts ») dans le questionnaire en français, il a donc été impossible de tenir compte des réponses dans les deux langues au moment de l'analyse. Les panélistes francophones ont répondu comme suit à la question 3 : « suffisamment d'efforts » : 5 %, « quelques efforts » : 73 %, et « aucun effort » : 18 %. Dans l'échantillon de l'enquête lien-ouvert en français, les réponses ont été les suivantes : « suffisamment d'efforts » : 3 %, « quelques efforts » : 68 % et « aucun effort » : 19 %.

Diagramme 5. Perception des efforts déployés par le gouvernement fédéral dans la lutte contre la violence fondée sur le sexe

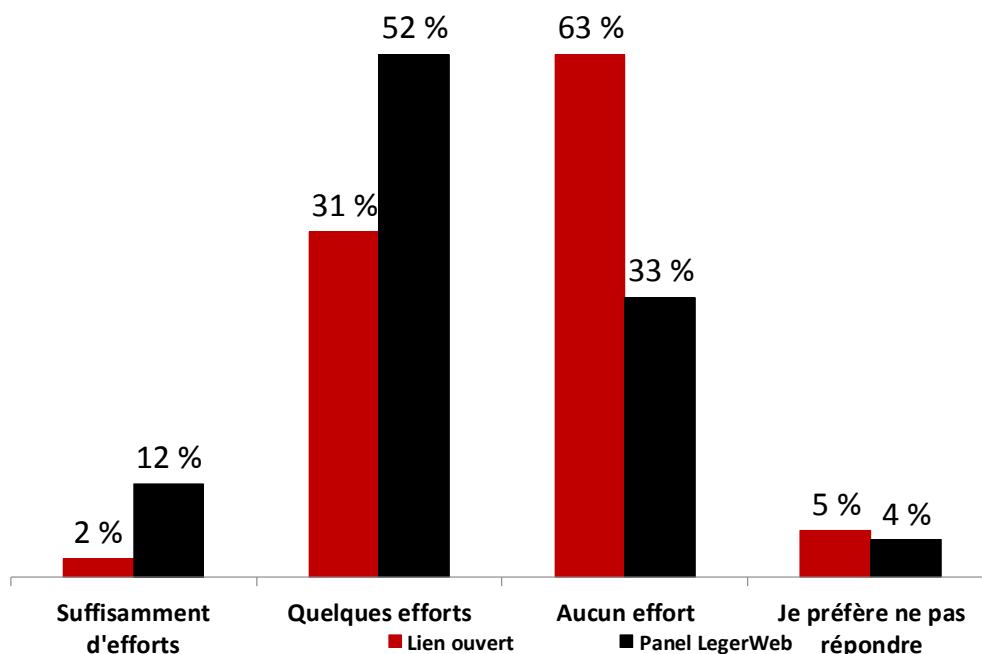


Tableau 4. Perception des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer la violence fondée sur le sexe, selon le genre

	Panel LégerWeb		Lien-ouvert	
	n = 1 651		n = 5 887	
	Anglais	Français	Anglais	Français
Total des réponses pondérées	1 322	329	4 891	996
Total des réponses non pondérées	1 234	417	4 891	996
<b>Suffisamment d'efforts</b>	12 %	5 %	2 %	3 %
<b>Quelques efforts</b>	52 %	73 %	31 %	68 %
<b>Pas assez d'efforts (en anglais)</b>	33 %	18 %	63 %	19 %
<b>Aucun effort (en français)</b>				
<b>Je préfère ne pas répondre</b>	4 %	4 %	4 %	10 %

Il existait une différence importante selon l'identité sexuelle des répondantes et répondants à cette question. Dans les deux échantillons, les hommes avaient davantage tendance à considérer que le gouvernement fédéral en faisait assez pour éliminer la violence fondée sur le sexe. Les femmes des deux échantillons, de même que les personnes ayant indiqué une identité « autre non binaire » dans l'enquête « lien-ouvert », avaient davantage tendance à croire que le gouvernement fédéral ne déployait pas assez d'efforts.

Nous avons également demandé aux répondantes et répondants s'ils trouvaient efficaces les programmes, systèmes et stratégies en place pour éliminer la violence fondée sur le sexe<sup>8</sup>. Les questions suivantes ont été posées.

**Tableau 5. Perception de l'efficacité du système et des programmes actuels**

Q5. La prévention primaire vise à éviter que se produisent des incidents de violence. Elle comprend des activités destinées à modifier les normes sociales, des interventions précoces permettant d'identifier les risques de violence et d'agression ainsi que des stratégies et des programmes pour aider les femmes à quitter des situations abusives. Lorsque vous songez à la prévention primaire, jusqu'à quel point est-elle efficace à votre avis?

Q6. Les systèmes de soutien aux survivantes et survivants, et aux victimes peuvent comprendre les refuges, les soins de santé, les services sociaux, etc. Lorsque vous songez au soutien aux survivantes et survivants, et aux victimes de violence fondée sur le sexe, jusqu'à quel point est-il efficace à votre avis?

Q7. Lorsque vous songez aux interventions du système de justice (p. ex., police, travail juridique, soutien à la comparution, services correctionnels) liées à la violence fondée sur le sexe, jusqu'à quel point sont-elles efficaces à votre avis?

Q8. Lorsque vous songez aux programmes de réadaptation des auteurs de violence fondée sur le sexe et aux programmes de prévention d'autres actes de violence, jusqu'à quel point sont-ils efficaces à votre avis?

	EFFICACE NET	Moyennement efficace	PAS EFFICACE DU TOUT NET	Refus de répondre
<b>Lien ouvert n= 5 887</b>				
Prévention primaire (Q5)	47 %	26 %	22 %	5 %
Systèmes de soutien pour les victimes (Q6)	45 %	30 %	20 %	5 %
Interventions de la justice (Q7)	14 %	23 %	60 %	4 %
Programmes de réadaptation pour les agresseuses et agresseurs (Q8)	13 %	21 %	49 %	17 %
<b>Panel Léger n=1 651</b>				
Prévention primaire (Q5)	38 %	37 %	22 %	3 %
Systèmes de soutien pour les victimes (Q6)	41 %	37 %	19 %	3 %
Interventions de la justice (Q7)	27 %	32 %	38 %	3 %
Programmes de réadaptation pour les agresseuses et agresseurs (Q8)	16 %	27 %	50 %	7 %

Près de la moitié des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » considéraient que les programmes de prévention primaire (47 %) et les systèmes de soutien (45 %) pour les victimes sont efficaces. Inversement, près d'un cinquième trouvait qu'ils ne sont pas efficaces (22 % et 20 % respectivement). En revanche, les interventions du système de justice (60 %) et les programmes de réadaptation (49 %) n'étaient pas perçus comme étant efficaces. Seul un faible pourcentage de répondantes et répondants croyait que ces mesures étaient efficaces (14 % et 13 % respectivement).

Les panélistes *LégerWeb* ont fourni des opinions qui ressemblent beaucoup à celles de l'échantillon de l'enquête « lien ouvert ». Toutefois, les panélistes étaient plus aptes à croire que les programmes, systèmes et stratégies de prévention primaire étaient moyennement efficaces plutôt que pas efficaces du tout. Ce groupe croyait que les systèmes de soutien (41 %) et les programmes de prévention primaire (38 %) étaient

<sup>8</sup> Fait à noter, les répondantes et répondants n'avaient pas nécessairement une connaissance préexistante des programmes ou politiques qu'on leur demandait d'évaluer.

efficaces, mais jugeait les interventions du système de justice (38 %) et les programmes de réadaptation (50 %) inefficaces.

*Autres différences significatives dans les sous-groupes*

Les jeunes répondantes et répondants (18 à 34 ans) avaient davantage tendance à penser que les programmes de prévention primaire sont efficaces, tandis que les personnes de 65 ans et plus pensaient plutôt le contraire, et ce, dans les deux échantillons. Il est à noter que les Québécoises et les Québécois étaient proportionnellement plus portés à croire que les programmes de prévention primaire sont efficaces dans l'enquête « lien-ouvert ».

Les Ontariennes et les Ontariens des deux échantillons croyaient davantage que les systèmes de soutien pour les victimes étaient efficaces.

Les panélistes *LégerWeb* de 65 ans et plus croyaient que le système de justice ne traite pas efficacement les enjeux liés à la violence fondée sur le sexe. Les personnes du Manitoba et du Québec avaient davantage tendance d'être de cet avis, ainsi que les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » âgés de 25 à 34 ans.

Les programmes de réadaptation des agresseuses et agresseurs étaient vus comme étant inefficaces par les panélistes de 55 ans et plus. Les jeunes Canadiennes et Canadiens (18 à 34 ans) des deux échantillons pensaient le contraire, soit que ces programmes sont efficaces.

La prévention primaire et le soutien des victimes étaient considérés comme les types d'intervention les plus efficaces par les répondantes et répondants des deux échantillons. À l'inverse, les interventions du système de justice et les programmes de réadaptation étaient vus comme les moins efficaces.

Nous avons demandé aux répondantes et répondants d'éclaircir leurs réponses à cet égard<sup>9</sup>. Le tableau suivant indique qu'environ trois panélistes *LégerWeb* sur quatre n'ont pas précisé leurs réponses. On peut supposer que ces personnes n'avaient pas suffisamment de connaissances pour fournir des commentaires supplémentaires. Un peu plus de 10 % des répondantes et répondants ne savaient pas comment répondre à ces questions. Un plus grand pourcentage de répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » a fourni une opinion plus approfondie.

Lorsqu'on compare les deux échantillons, les commentaires fournis se ressemblent. Toutefois, les pourcentages de réponse sont supérieurs dans l'échantillon de l'enquête « lien ouvert ». Étant donné qu'une seule question a obtenu un taux de réponse de plus

<sup>9</sup> Les commentaires des répondantes et répondants reflètent leurs options et ne dénotent pas nécessairement une expertise dans le domaine.

de 3 % dans le panel *LégerWeb*, elle est la seule listée pour le panel dans le tableau ci-dessous. Consultez l'annexe C pour les tableaux complets.

### Prévention primaire

**Tableau 6. Opinion sur la prévention primaire**  
Q5A. Veuillez préciser votre opinion.<sup>10</sup>

Source	Opinion
<b>LIEN-OUVERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faudrait faire plus d'efforts pour changer les normes sociales et les attitudes 8 %</li> <li>• La sensibilisation (du public) est un aspect important de la prévention 5 %</li> <li>• La sensibilisation/la prévention/l'intervention précoce est importante 5 %</li> <li>• La prévention primaire peut être efficace/très efficace 5 %</li> <li>• Les programmes et stratégies de prévention ne fonctionnent pas/n'aident pas/ne sont pas efficaces/ la violence continue d'augmenter 3 %</li> <li>• On doit faire davantage 3 %</li> <li>• La sensibilisation/la prévention doit commencer à l'école 3 %</li> <li>• Des programmes et des stratégies de soutien sont nécessaires pour aider les femmes à quitter les situations de violence (logements abordables, frais juridiques, etc.) 3 %</li> <li>• Les stratégies de sensibilisation et de prévention sont essentielles 3 %</li> <li>• Il faut financer davantage/à long terme les programmes de prévention primaire 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les programmes et stratégies de prévention ne fonctionnent pas/n'aident pas/ne sont pas efficaces/la violence continue d'augmenter 3 %</li> </ul>

Les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » trouvaient qu'il fallait porter une attention particulière à la modification des normes sociales et des attitudes de la population canadienne envers la violence fondée sur le sexe. Ce même groupe trouvait aussi que la sensibilisation du public et l'éducation dès un jeune âge sont des éléments essentiels de la prévention primaire et que, dans l'ensemble, on doit faire davantage. Les panélistes *LégerWeb* ont aussi souligné ces aspects, mais à un moindre degré.

Les personnes qui trouvaient que la prévention primaire est efficace ont dit que les efforts de sensibilisation et la modification des normes sociales connaissent à tout le moins un certain succès sur le terrain. À l'inverse, les personnes qui croyaient que la prévention primaire n'est pas efficace se sont justifiées en disant que la violence fondée sur le sexe persiste. Les personnes ayant fourni des commentaires sur la prévention primaire ont également mentionné que des stratégies étaient nécessaires pour aider les femmes à se sortir des situations de violence (logements abordables, aide avec les frais juridiques, etc.) Ces mêmes personnes croyaient également qu'il faut améliorer la justice et faciliter le signalement des agressions (puisqu'elles restent souvent non signalées). Des peines plus sévères et une amélioration de la formation offerte aux expertes et experts qui interviennent en première ligne étaient également perçues comme des méthodes qui pourraient s'avérer utiles. Finalement, les personnes disant

<sup>10</sup> Le tableau comprend seulement les questions ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.

que la prévention primaire est inefficace affirmaient aussi que la condamnation des victimes devait cesser et qu'on devait assurer la sécurité économique des femmes.

### *Soutien aux victimes et personnes survivantes*

Les répondantes et répondants des deux échantillons ont mentionné qu'il faut améliorer le soutien aux victimes et que les maisons d'hébergement, centres de crise et autres services de soutien devaient être mieux financés. Plus précisément, les répondantes et les répondants à l'enquête « lien-ouvert » ont dit que les victimes devaient pouvoir accéder plus facilement et rapidement à ces programmes et services. On disait aussi qu'il fallait porter plus d'attention aux besoins des victimes ou des personnes survivantes qui ont affaire au système de justice. D'autres répondantes et répondants ont indiqué que les programmes qui aident les femmes à quitter des situations de violence devaient être mieux financés et soutenus par le gouvernement. Certains croyaient à la nécessité de mieux former celles et ceux qui interviennent auprès des victimes ou des personnes survivantes, ce qui comprend les corps policiers, de même que les professionnelles et professionnels en travail social, en counselling, en santé ou en matière de justice. D'autres répondantes et répondants ont noté qu'il serait important de soutenir à long terme les victimes, survivantes et survivants de violence fondée sur le sexe.

**Tableau 7. Opinion sur les systèmes de soutien pour les victimes**

Q6A. Veuillez préciser votre opinion.<sup>11</sup>

Source	Opinion
<b>LIEN-OUVERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut offrir davantage de mécanismes de soutien aux victimes, aux survivantes et survivants (p. ex., financement de projets pour les maisons d'hébergement et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes) 18 %</li> <li>• Les victimes doivent pouvoir accéder facilement /rapidement aux programmes et services 5 %</li> <li>• Les programmes de sensibilisation/de prévention/d'intervention sont importants 3 %</li> <li>• Plus d'attention doit être portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice (peines plus sévères, justice pour les victimes, etc.) 3 %</li> <li>• Il faudrait créer davantage de programmes de soutien pour aider les femmes à se sortir des situations de violence (aide financière, logements abordables, aide avec les frais juridiques, etc.) 3 %</li> <li>• Il faudrait offrir davantage de formations aux personnes intervenant auprès des victimes, survivantes et survivants (domaines du travail social, du counselling, des services de police, des soins de santé, de la justice, etc.) 3 %</li> <li>• Des services de soutien à long terme sont nécessaires 3 %</li> <li>• Ce sont des services essentiels/nécessaires/un premier point de contact 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faut soutenir davantage les victimes, survivantes et survivants (p. ex., financer des projets dans les maisons d'hébergement et les centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles, autres services) 7 %</li> </ul>

<sup>11</sup> Le tableau liste seulement les réponses ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.

- Les ressources actuelles semblent efficaces 3 %

L'analyse a révélé des différences significatives entre les personnes qui trouvent les systèmes de soutien efficaces et celles qui ne les trouvent pas efficaces, et ce, dans les deux échantillons.

Les répondantes et répondants qui jugeaient les systèmes de soutien efficaces ont dit que les services de première ligne sont essentiels et que les ressources actuelles semblent efficaces. Tandis que les personnes jugeant les systèmes de soutien inefficaces ont précisé que la justice devrait mieux tenir compte des besoins des victimes ou des survivantes et survivants (peines plus sévères, justice pour les victimes, etc.) et que les gens intervenant auprès des victimes (services sociaux, services de counselling, services policiers, soins de santé, justice, etc.) devaient être mieux formés. Elles ont indiqué qu'il faudrait offrir des mesures de soutien à la santé et éviter de faire porter le blâme aux victimes ou de les humilier. On a souligné que de nombreuses victimes ne demandaient pas d'aide (en raison de la honte, de la stigmatisation et du scepticisme, par crainte de l'appareil juridique, par découragement, par manque de confiance, par crainte qu'on leur retire leurs enfants ou leur citoyenneté, etc.) et que de nombreuses femmes retournent à des situations de violence.

### *Justice*

Une plus grande proportion des participantes et participants à l'enquête « lien-ouvert » ont mentionné la nécessité d'apporter des améliorations au système de justice pour réduire le temps d'intervention, éliminer la revictimisation et imposer des peines plus sévères. Plusieurs d'entre eux trouvaient que les personnes ayant commis des agressions ne passaient pas assez de temps derrière les barreaux ou étaient remises en liberté sans répondre de leurs actes violents. Bon nombre de panélistes partageaient cette opinion. Les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » ont affirmé que le système doit offrir de meilleurs services de soutien professionnel aux victimes (soutien psychologique, aide juridique et autres services spécialisés). Selon eux, il faudrait aussi mieux former les prestataires de service sur les enjeux relatifs à la violence fondée sur le sexe. Certaines personnes ont mentionné que la responsabilité de l'agression est souvent rejetée sur la victime, la survivante ou le survivant, envers qui on a souvent des jugements défavorables. En outre, bon nombre de répondantes et répondants ont mentionné qu'il est fréquent que les agressions ne soient pas signalées.

Tableau 8. Opinion sur les interventions du système de justice

Q7A. Veuillez préciser votre opinion.<sup>12</sup>

Source	Opinion
<b>LIEN-OUVERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le système ou les procédures doivent être améliorés (réduire l'attente, éviter la revictimisation des victimes, augmenter le taux de condamnation, etc.) 12 %</li> <li>Les personnes qui commettent des actes de violence ne passent pas suffisamment de temps en prison/elles sont trop facilement innocentées/on devrait imposer des peines plus sévères 7 %</li> <li>Il faut mieux soutenir les victimes, survivantes et survivants (aide psychologique ou juridique, travailleuses et travailleurs de soutien, justice réparatrice, etc.) 7 %</li> <li>Il faut mieux former les prestataires de service sur cet enjeu (mieux comprendre l'enjeu, faire preuve de plus délicatesse envers les besoins des victimes, etc.) 6 %</li> <li>On rejette souvent la responsabilité de ce qui est arrivé sur les victimes/on porte des jugements défavorables envers elles 5 %</li> <li>On ne signale pas souvent la violence/la violence sexuelle 5 %</li> <li>Il y a toujours des points à améliorer /le système n'est pas tellement efficace 4 %</li> <li>Il est parfois difficile de fournir des preuves /les plaintes ne sont pas toujours prises au sérieux 4 %</li> <li>Les victimes ne se sentent pas en sécurité/ont peur de s'exposer à plus de violence/les ordonnances de non-communication ne sont pas respectées 4 %</li> <li>Il faut mieux former les membres des services policiers sur la question (faire mieux comprendre l'enjeu, mieux aider les victimes, améliorer la qualité des interventions, etc.) 3 %</li> <li>Le système fait preuve de beaucoup de discrimination (approche sexiste, stéréotypée et misogyne, etc.) 3 %</li> <li>Le système judiciaire doit être réformé pour tenir compte des besoins/de la diversité des victimes/les lois doivent être mises à jour/le système doit mieux intervenir dans les situations de violence fondée sur le sexe 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les personnes qui commettent des actes de violence ne passent pas suffisamment de temps en prison/elles sont trop facilement innocentées/on devrait imposer des peines plus sévères 7 %</li> <li>Le système ou les procédures doivent être améliorés (réduire l'attente, éviter la revictimisation des victimes, augmenter le taux de condamnation, etc.) 3 %</li> <li>Il y a toujours des points à améliorer /le système n'est pas tellement efficace 3 %</li> </ul>

L'analyse démontre des différences importantes entre les personnes qui trouvent le système de justice efficace et celles qui le jugent inefficace, et ce, dans les deux échantillons.

Les personnes ayant mentionné que les interventions du système de justice sont inefficaces ont dit qu'il fallait améliorer le système et les procédures dans l'ensemble (réduire l'attente, éviter la revictimisation, augmenter le taux de condamnations, etc.). Quant aux condamnations, bon nombre de participantes et participants trouvaient que les agresseuses et agresseurs ne passaient pas suffisamment de temps derrière les barreaux, qu'ils sont trop facilement innocentés et qu'on devrait imposer des peines plus sévères. Ils ont aussi été nombreux à affirmer qu'on rejette souvent la responsabilité de ce qui s'est passé sur la victime, que la discrimination est endémique dans le système (approche sexiste, stéréotypée et misogyne, etc.), que les victimes ne se

<sup>12</sup> Le tableau comprend seulement les questions ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.



sentent pas toujours en sécurité, ont peur de s'exposer à plus de violence et ont même le sentiment que le système favorise les agresseuses et agresseurs plutôt que les victimes. Dans l'ensemble, les répondantes et répondants indiquaient que beaucoup de travail doit être fait pour établir la confiance dans le système de justice, ce qui explique que tant d'agressions sexuelles ne sont pas signalées.

### *Programmes de réadaptation*

Des quatre types de programmes examinés dans le cadre de l'étude, les programmes de réadaptation des agresseuses et des agresseurs ont obtenu les commentaires les plus négatifs. Bon nombre des répondantes et répondants de l'enquête « lien-ouvert » jugent que rien n'indique que ces programmes fonctionnent. Ce groupe a également affirmé qu'il est impossible de réadapter des personnes ayant commis des actes de violence fondée sur le sexe, qu'il y a trop de récidives, que les programmes de réadaptation ne reçoivent pas suffisamment de financement et qu'ils n'offrent pas suffisamment de places aux personnes en ayant besoin. Par contre, environ la même proportion de répondantes et répondants de l'enquête « lien-ouvert » a dit que de tels programmes sont efficaces, qu'ils permettraient aux agresseuses et agresseurs de réfléchir à leurs actes et de mieux en comprendre les raisons, leur permettant ainsi de changer.

**Table 9. Opinion sur les programmes de réadaptation**

Q8A. Veuillez préciser votre opinion.<sup>13</sup>

Source	Opinion
<b>LIEN-OUVERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'y a aucune preuve que ces programmes sont efficaces 4 %</li> <li>• Il est impossible de réadapter certaines/de nombreuses personnes ayant commis des actes de violence 3 %</li> <li>• Il y a trop de récidives 3 %</li> <li>• Les coupables doivent examiner leurs propres attitudes/comportements 3 %</li> <li>• Ces programmes ne sont pas bien financés/n'ont pas assez de ressources 3 %</li> <li>• Les programmes/les places/les services offerts sont limités 3 %</li> <li>• Il faut davantage se concentrer sur la prévention et la sensibilisation 3 %</li> <li>• Ces programmes produisent des changements 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est impossible de réadapter certains/de nombreuses personnes ayant commis des actes de violence 4 %</li> <li>• Il y a trop de récidives 3 %</li> </ul>

Ici aussi, l'analyse démontre des différences importantes entre les personnes qui trouvent les programmes de réadaptation efficaces et celles qui les trouvent inefficaces, et ceux, dans les deux échantillons.

<sup>13</sup> Le tableau comprend seulement les questions ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.

Les répondantes et les répondants croyant les programmes de réadaptation efficaces ont dit qu'ils ne sont pas suffisamment financés, manquent de ressources et offrent un nombre trop limité de places. On a souligné l'importance du soutien communautaire pour les agresseuses et agresseurs, de même que d'améliorer la prévention et la sensibilisation. On a aussi dit que ces programmes bénéficieraient d'une approche multidisciplinaire.

En revanche, les personnes indiquant que les programmes de réadaptation n'étaient pas efficaces ont dit qu'il y a trop de récidives, que les agresseuses et les agresseurs ne répondent pas de leurs actes et que ces actes criminels devraient donner lieu à des condamnations et à des ordonnances. On a aussi souligné qu'il est impossible de réadapter certaines ou bon nombre de personnes ayant commis des actes de violence fondée sur le sexe, raison pour laquelle le taux de récidive est élevé.

### Types de violence fondée sur le sexe qui doivent être abordés de façon prioritaire par la stratégie<sup>14</sup>

Nous avons demandé aux participantes et participants de classer les trois types de violence selon l'importance que devrait leur accorder la stratégie fédérale (le chiffre 1 correspondant au plus haut degré d'importance à accorder).

Le tableau suivant illustre la façon dont les priorités ont été classées (choisies ou non). Nous avons aussi calculé la moyenne pour chaque type de violence. Plus la moyenne est élevée, plus le niveau d'importance qu'on accorde au type de violence est élevé. Ainsi, les types de violence dont la moyenne est la plus élevée sont ceux qui devraient être abordés de façon prioritaire par la stratégie selon les répondantes et répondants.

**Tableau 10. Les trois types de violence fondée sur le sexe qui doivent être abordés de façon prioritaire par la stratégie**

Q4. Selon vous, quels sont les trois principaux genres de violence fondée sur le sexe qui devraient être prioritaires dans une stratégie fédérale? Veuillez les classer par ordre de priorité, où 1 constitue la première priorité et 3, la dernière.

	CHOISIE NET	1	2	3	NON CHOISIE NET	Je ne sais pas	Moyenne
<b>Lien ouvert n= 5 887</b>							
<b>Violence entre partenaires intimes</b>	74 %	32 %	24 %	18 %	25 %	1 %	1,6
<b>Exploitation sexuelle des enfants</b>	60 %	30 %	17 %	13 %	39 %	1 %	1,4
<b>Violence sexuelle</b>	53 %	15 %	21 %	17 %	46 %	1 %	1,1
<b>Cyberviolence</b>	51 %	11 %	17 %	24 %	48 %	1 %	0,9
<b>Harcèlement sexuel</b>	33 %	6 %	12 %	16 %	66 %	1 %	0,6
<b>Harcèlement dans la rue</b>	21 %	3 %	7 %	10 %	78 %	1 %	0,4

<sup>14</sup> Les opinions exprimées par les répondantes et répondants ne sont pas nécessairement fondées sur une bonne connaissance des programmes et des politiques relatives à la violence fondée sur le sexe.

Panel Léger n=1,651							
Exploitation sexuelle des enfants	71 %	45 %	16 %	10 %	26 %	3 %	1,8
Violence entre partenaires intimes	49 %	14 %	18 %	18 %	48 %	3 %	1
Violence sexuelle	48 %	11 %	21 %	16 %	50 %	3 %	0,9
Cyberviolence	51 %	11 %	17 %	22 %	46 %	3 %	0,9
Harcèlement sexuel	41 %	9 %	15 %	18 %	56 %	3 %	0,8
Harcèlement dans la rue	30 %	6 %	10 %	13 %	67 %	3 %	0,5

Selon les répondantes et répondants des deux échantillons, les trois types de violence fondée sur le sexe qui devraient être abordés de façon prioritaire par la stratégie fédérale sont : 1. la violence entre partenaires intimes, 2. l'exploitation sexuelle des enfants et 3. la violence sexuelle. Il est à noter que la cyberviolence est également vue comme un problème prioritaire. Les résultats relatifs à la violence sexuelle et à la cyberviolence sont quasi identiques du point de vue statistique en termes de pourcentage de mentions dans les deux échantillons.

Bien que les panélistes *LégerWeb* aient mentionné la cyberviolence plus souvent que la violence sexuelle, ce premier type de violence se voyait plus souvent accorder une troisième place en fonction des enjeux prioritaires, tandis que la violence sexuelle était plus souvent classée au deuxième rang. Ce phénomène explique la raison pour laquelle la cyberviolence ne figure pas parmi les trois types de violence prioritaires selon les panélistes. Cela étant dit, les panélistes semblent croire que la cyberviolence est un enjeu important. Les tableaux suivants résument les différences importantes selon le profil des répondantes et répondants.

**Tableau 11. Différences importantes entre les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert »**

Type de violence	Résultats plus élevés parmi
Violence entre partenaires intimes	Victimes/survivantes et survivants de violence fondée sur le sexe (76 %; moyenne de 1,7)
Violence sexuelle	Victimes/survivantes et survivants de violence fondée sur le sexe (55 %; moyenne de 1,1) Personnes nées au Canada (53 %; moyenne de 1,1)
Exploitation sexuelle des enfants	Personnes vivant en région rurale (64 %; moyenne de 1,5) Autochtones (68 %; moyenne de 1,6)
Cyberviolence	Personne sans handicap (53 %; moyenne de 0,9)
Harcèlement sexuel	Hommes (40 %; moyenne de 0,7) Personnes âgées de 18 à 24 ans (43 %; moyenne de 0,8) Personne de 65 ans et plus (40 %; moyenne de 0,7) Minorités ethnoculturelles (37 %; moyenne de 0,6)
Harcèlement dans la rue	Personnes vivant en région urbaine ou suburbaine (22 %; moyenne de 0,4)

**Tableau 12. Différences importantes entre les panélistes LégerWeb**

Type de violence	Résultats plus élevés parmi
Violence entre partenaires intimes	Victimes/survivantes et survivants de violence fondée sur le sexe (64 %; moyenne de 1,3)
Violence sexuelle	Aucune différence

<b>Exploitation sexuelle des enfants</b>	Personnes de race blanche (73 %; moyenne de 1,9)
<b>Cyberviolence</b>	Personnes sans handicap (52 %; moyenne de 1)
<b>Harcèlement sexuel</b>	Personnes handicapées (48 %; moyenne de 0,9)
<b>Harcèlement dans la rue</b>	Minorités ethnoculturelles (38 %; moyenne de 0,7)
	Personnes qui ne sont pas des victimes, ni des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (32 %; moyenne de 0,6)
	Personnes n'ayant pas de proches victimes, ni survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (34 %; moyenne de 0,6)

## Opinions sur les domaines prioritaires de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe au Canada

On a également demandé aux répondantes et répondants de classer trois mesures prioritaires qui devraient, à leur avis, faire partie de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe. La question était la suivante : « Considérant que le gouvernement fédéral n'a généralement pas la responsabilité de la livraison des services directs aux survivantes et survivants, et aux victimes (soins de santé, services sociaux, refuges), des interventions du système de justice pénale (police, poursuites pénales, tribunaux), ou des programmes scolaires, selon vous, quelles devraient être les trois principales priorités d'une stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe? Veuillez les classer par ordre de priorité, où 1 constitue la première priorité et 3, la dernière. »

Le tableau suivant illustre les tendances de sélection proportionnelles des répondantes et répondants (c'est-à-dire les stratégies choisies ou non). Nous avons aussi calculé la moyenne pour chaque mesure. Plus la moyenne est élevée, plus le niveau d'importance qu'ayant été accordé à la mesure est élevé. Ainsi, les mesures dont la moyenne est la plus élevée sont celles qui devaient figurer de façon prioritaire dans la stratégie selon les répondantes et répondants.

**Tableau 13. Les trois domaines prioritaires de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe**

Q2. Considérant que le gouvernement fédéral n'a généralement pas la responsabilité de la livraison des services directs aux survivantes et survivants, et aux victimes (soins de santé, services sociaux, refuges), des interventions du système de justice pénale (police, poursuites pénales, tribunaux), ou des programmes scolaires, selon vous, quelles devraient être les trois principales priorités d'une Stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe? Veuillez les classer par ordre de priorité, où 1 constitue la première priorité et 3, la dernière.

	CHOISIE NET	1	2	3	NON CHOISIE NET	Je ne sais pas	Moyenne
<b>Lien ouvert n= 5 887</b>							
<b>Davantage de mécanismes de soutien pour les victimes, survivantes et survivants (p. ex., financement de projets pour les refuges et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes)</b>	51 %	21 %	16 %	14 %	48 %	0 %	1,1

<b>Plus d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention</b>	48 %	18 %	16 %	15 %	51 %	0 %	1
<b>Plus de programmes de prévention précoce (p. ex., relations amoureuses saines)</b>	43 %	15 %	15 %	13 %	56 %	0 %	0,9
<b>Plus d'attention portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice pénale</b>	36 %	13 %	13 %	10 %	63 %	0 %	0,7
<b>Plus d'activités de sensibilisation (p. ex., campagnes sur les normes et les attitudes)</b>	31 %	8 %	10 %	12 %	69 %	0 %	0,6
<b>Une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)</b>	29 %	7 %	10 %	11 %	71 %	0 %	0,5
<b>Plus de recherches sur les méthodes efficaces pour prévenir la violence</b>	17 %	5 %	5 %	6 %	83 %	0 %	0,3
<b>Cibler davantage les personnes les plus vulnérables</b>	17 %	5 %	6 %	6 %	82 %	0 %	0,3
<b>Plus de recherches sur la nature et l'ampleur de la violence au Canada</b>	8 %	3 %	2 %	3 %	92 %	0 %	0,2
<b>Plus d'efforts consacrés à la réadaptation des agresseuses et agresseurs (p. ex., davantage axés sur des programmes offerts dans des milieux correctionnels ou communautaires)</b>	14 %	2 %	4 %	7 %	86 %	0 %	0,2
<b>Panel Léger n=1 651</b>							
<b>Plus de soutien aux victimes, survivantes et survivants (p. ex., financement de projets pour les refuges et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes)</b>	51 %	20 %	18 %	13 %	47 %	2 %	1,1
<b>Plus d'attention portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice pénale</b>	38 %	14 %	14 %	10 %	60 %	2 %	0,8
<b>Plus d'activités de sensibilisation (p. ex., campagnes sur les normes et les attitudes)</b>	35 %	12 %	11 %	12 %	63 %	2 %	0,7
<b>Plus de programmes de prévention précoce (p. ex., relations amoureuses saines)</b>	35 %	11 %	14 %	11 %	63 %	2 %	0,7
<b>Une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)</b>	32 %	9 %	10 %	13 %	65 %	2 %	0,6
<b>Plus d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention</b>	22 %	8 %	8 %	7 %	75 %	2 %	0,5
<b>Plus de recherches sur les méthodes efficaces pour prévenir la violence</b>	25 %	8 %	7 %	10 %	73 %	2 %	0,5
<b>Cibler davantage les personnes les plus vulnérables</b>	20 %	7 %	6 %	7 %	78 %	2 %	0,4
<b>Plus de recherches sur la nature et l'ampleur de la violence au Canada</b>	17 %	5 %	5 %	7 %	80 %	2 %	0,3
<b>Plus d'efforts consacrés à la</b>	15 %	3 %	5 %	8 %	82 %	2 %	0,3

---

**réadaptation des agresseuses et des agresseurs (p. ex., davantage axés sur des programmes offerts dans des milieux correctionnels ou communautaires)**

---

Dans l'ensemble, les répondantes et répondants des deux échantillons avaient des opinions similaires quant à la mesure à prioriser : un meilleur soutien des victimes de violence fondée sur le sexe. Cette priorité a été retenue par la moitié des répondantes et répondants des deux échantillons (51 %) et a obtenu la moyenne la plus élevée (1,1).

En deuxième et troisième places chez les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » figurent les deux priorités de prévention : la mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention (48 %) et les programmes de prévention précoce (43 %). Ces deux priorités ont obtenu des moyennes de 1 et de 0,9 respectivement, les plaçant aux trois premiers rangs de la stratégie fédérale.

L'opinion des panélistes était quelque peu différente pour ce qui est de la deuxième et de la troisième mesure prioritaire. La deuxième priorité choisie était d'accorder plus d'attention aux besoins des victimes dans le système de justice pénale (38 %; moyenne de 0,8) et, à égalité pour la troisième place (35 % et moyenne de 0,7), plus d'activités de sensibilisation et plus de programmes de prévention précoce.

Il faut, toutefois, faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces résultats, car ils ne signifient pas qu'on ne s'intéressait pas aux autres mesures prioritaires et que ces dernières ne doivent pas figurer dans la stratégie fédérale. Puisqu'on demandait aux participantes et participants de choisir seulement trois priorités, le résultat repose sur les indices relatifs.

Les tableaux suivants résument les différences significatives selon le profil des répondantes et des répondants.

**Tableau 14. Différences significatives entre les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert »<sup>15</sup>**

<b>Élément de la stratégie</b>	<b>Résultats plus élevés parmi</b>
<b>Davantage de mécanismes de soutien pour les victimes, survivantes et survivants (p. ex., financement de projets pour les refuges et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes)</b>	Personnes handicapées (57 %; moyenne de 1.2) Personnes vivant en région urbaine ou suburbaine (49 %; moyenne de 1)
<b>Plus d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention</b>	Personnes de race blanche (50 %; moyenne de 1) Victimes/survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (52 %; moyenne de 1.1)

<sup>15</sup> Seules les mesures prioritaires affichant des différences importantes figurent dans le tableau suivant.

<b>Plus de programmes de prévention précoce (p. ex., relations amoureuses saines)</b>	Personnes de race blanche (44 %; moyenne de 0,9) Personnes handicapées (44 %; moyenne de 0,9) Personnes vivant en région rurale (46; moyenne de 1)
<b>Plus d'attention portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice criminel</b>	Personnes de race blanche (37 %; moyenne de 0,8) Personnes handicapées (42 %; moyenne de 0,9) Personnes nées au Canada (37 %; moyenne de 0,8)
<b>Plus d'activités de sensibilisation (p. ex., campagnes sur les normes et les attitudes)</b>	Personnes sans handicap (31 %; moyenne de 0,6)
<b>Une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)</b>	Minorités ethnoculturelles (36 %; moyenne de 0,7) Personnes nées à l'extérieur du Canada (33 %; moyenne de 0,6) Personnes qui ne sont pas victimes/survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (31 %; moyenne de 0,6) Personnes n'ayant pas de proches victimes/survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (34 %; moyenne de 0,6)
<b>Plus de recherches sur les méthodes efficaces pour prévenir la violence</b>	Personnes nées à l'extérieur du Canada (19 %; moyenne de 0,4) Personnes qui ne sont pas victimes/survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (20 %; moyenne de 0,4) Personnes n'ayant pas de proches victimes/survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe (23 %; moyenne de 0,5)
<b>Cibler davantage les personnes les plus vulnérables</b>	Autochtones (22 %; moyenne de 0,4)
<b>Plus de recherches sur la nature et l'ampleur de la violence au Canada</b>	Aucune autre différence
<b>Plus d'efforts consacrés à la réadaptation des agresseuses et agresseurs (p. ex., davantage axés sur des programmes offerts dans des milieux correctionnels ou communautaires)</b>	Autochtones (20 %, moyenne de 0,3)

Tableau 15. Différences significatives entre les panélistes *LégerWeb*<sup>16</sup>

Éléments de la stratégie	Résultats plus élevés parmi
<b>Davantage de mécanismes de soutien pour victimes, survivantes et survivants (p. ex., financement de projets pour les refuges et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes)</b>	Personnes de race blanche (52 %; moyenne de 1,2)
<b>Plus d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention</b>	Aucune autre différence
<b>Plus de programmes de prévention précoce (p. ex., relations amoureuses saines)</b>	Aucune autre différence
<b>Plus d'attention portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de</b>	Aucune autre différence

<sup>16</sup> Seules les mesures prioritaires affichant des différences importantes figurent dans le tableau suivant.

justice pénale	
Plus d'activités de sensibilisation (p. ex., campagnes sur les normes et les attitudes)	Minorités ethnoculturelles (41 %; moyenne de 0,9) Personnes sans handicap (31 %; moyenne de 0,6)
Une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)	Aucune autre différence
Plus de recherches sur les méthodes efficaces pour prévenir la violence	Personnes nées au Canada (26 %; moyenne de 0,5)
Cibler davantage les personnes les plus vulnérables	Aucune autre différence
Plus de recherches sur la nature et l'ampleur de la violence au Canada	Aucune autre différence
Plus d'efforts consacrés à la réadaptation des agresseuses et agresseurs (p. ex., davantage axés sur des programmes offerts dans des milieux correctionnels ou communautaires)	Minorités ethnoculturelles (21 %; moyenne de 0,4)

## Préoccupations régionales

Nous avons demandé aux répondantes et répondants d'indiquer s'il existait à leur avis des problèmes spécifiques dans leur région en ce qui concerne la violence fondée sur le sexe : « Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte? » Les réponses rendent compte des perceptions des répondantes et répondants et ne signifient pas nécessairement que ces problèmes existent effectivement dans leur région. Les mauvaises conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage, etc.) ont été mentionnées le plus souvent comme problème régional le plus important. Les problèmes liés à la violence fondée sur le sexe dans les collectivités autochtones ont également été cités comme préoccupation régionale, ce qui en fait un enjeu régional d'importance. Une grande proportion de répondantes et répondants ont nommé les valeurs et différences culturelles perçues au regard de la diversité caractérisant le pays, l'exploitation sexuelle et le manque de ressources dans les régions rurales.

Le tableau suivant énumère les enjeux régionaux mentionnés par les deux échantillons.

**Tableau 16. Enjeux régionaux à l'égard de la violence fondée sur le sexe**

Q9. Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte?<sup>17</sup>

Source	Enjeux régionaux
LIEN-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvaises conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage, prix des logements, etc.)</li> </ul>

<sup>17</sup> Le tableau comprend seulement les questions ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.



<b>OUVERT</b>	<p>6 %</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Violence/discrimination envers/ parmi les Autochtones/problèmes dans les collectivités autochtones/colonialisme/traumatismes intergénérationnels 5 %</li> <li>• Différences culturelles/diversité/multiculturalisme (non précisé) 4 %</li> <li>• Vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones (violence, discrimination, etc.) 4 %</li> <li>• Violence conjugale/familiale 4 %</li> <li>• Exploitation sexuelle (prostitution, exploitation des jeunes filles, pornographie, traite de personnes, etc.) 4 %</li> <li>• Manque de services/de ressources/de financement dans les régions rurales 4 %</li> <li>• Manque de sensibilisation/faible sensibilisation dans les écoles/les collectivités 3 %</li> <li>• Violence/discrimination envers/parmi les personnes allosexuelles/transgenres/non binaires 3 %</li> <li>• Violence/discrimination envers/parmi les populations immigrantes/les personnes nouvellement arrivées/les réfugiées et réfugiés 3 %</li> <li>• Manque de ressources/de financement pour les services publics (financement gouvernemental, police, etc.) 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun taux de réponse supérieur à 3 %</li> </ul>

Afin de mieux comprendre les enjeux régionaux, nous avons regroupé les réponses en fonction du type de région : urbaine, rurale et éloignée. Ces données affichent des différences importantes. À l'inverse des personnes vivant en région rurale ou éloignée, les personnes vivant en région urbaine étaient moins portées à citer des problèmes régionaux particuliers. Elles étaient aussi plus aptes à choisir « Je ne sais pas » comme réponse à cette question. Une plus forte proportion de répondantes et répondants vivant en région rurale ou éloignée étaient en mesure de préciser des problèmes régionaux.

**Tableau 17. Enjeux régionaux à l'égard de la violence fondée sur le sexe, par type de région et source des réponses**  
Q9. Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte?<sup>18</sup>

Enjeux régionaux	LIEN-OUVERT			PANEL LÉGERWEB		
	Région urbaine ou suburbaine	Région rurale	Région éloignée	Région urbaine ou suburbaine	Région rurale	Région éloignée
<b>Totaux pondérés :</b>				1257	362	32
<b>Totaux non pondérés :</b>	4720	991	176	1257	361	33
<b>Manque de services/de ressources/de financement dans les régions rurales</b>	2 %	13 %	18 %	0 %	0 %	0 %
<b>Mauvaises conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage, prix des logements, etc.)</b>	5 %	7 %	15 %	2 %	1 %	7 %
<b>Violence/discrimination envers/parmi les Autochtones/problèmes dans les collectivités</b>	5 %	5 %	15 %	2 %	2 %	10 %

<sup>18</sup> Le tableau illustre les différences dans les réponses données par les répondantes et répondants, selon leur lieu de résidence (région urbaine ou suburbaine, rurale ou éloignée), à la question sur les enjeux de la violence fondée sur le sexe propres à leur région. Il comprend seulement les réponses ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. On trouvera de plus amples renseignements en annexe.

<b>autochtones/colonialisme/traumatismes intergénérationnels</b>						
<b>Violence conjugale/familiale</b>	4 %	5 %	14 %	1 %	2 %	0 %
<b>Différences culturelles/diversité/multiculturalisme (non précisé)</b>	5 %	2 %	6 %	2 %	1 %	4 %
<b>Manque de ressources/de financement pour les services publics (financement gouvernemental, police, etc.)</b>	3 %	4 %	6 %	1 %	0 %	0 %
<b>Manque de sensibilisation/faible sensibilisation dans les écoles/les collectivités</b>	2 %	4 %	6 %	1 %	1 %	4 %
<b>Vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones (violence, discrimination, etc.)</b>	5 %	3 %	5 %	1 %	2 %	2 %
<b>Exploitation sexuelle (prostitution, exploitation des jeunes filles, pornographie, traite de personnes, etc.)</b>	4 %	4 %	5 %	1 %	1 %	10 %
<b>Violence/discrimination envers/parmi les personnes allosexuelles/transgenres/non binaires</b>	3 %	3 %	2 %	1 %	1 %	8 %
<b>Violence/discrimination envers/parmi les populations immigrantes/les personnes nouvellement arrivées/les réfugiés et réfugiés</b>	3 %	1 %	0 %	1 %	0 %	0 %

Les enjeux les plus souvent cités par les personnes vivant en région rurale ou éloignée étaient le manque de services, de ressources et de financement dans leur région, la pauvreté et les mauvaises conditions socioéconomiques.

Ce même groupe nommait plus souvent la violence conjugale et entre partenaires intimes, l'alcoolisme, la toxicomanie, la violence policière et le manque de sensibilisation ou la mauvaise qualité de la sensibilisation offerte comme facteurs préoccupants dans leur région. Les inégalités touchant les collectivités autochtones ont aussi été mentionnées, surtout par les personnes vivant en région éloignée.

Les personnes des régions urbaines ou suburbaines ont plutôt mentionné la façon dont différents groupes abordent la violence fondée sur le sexe, la vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones, ainsi que la violence et la discrimination envers les personnes immigrantes, nouvellement arrivées ou réfugiées.

Ces personnes ont aussi dit que les actes de violence fondée sur le sexe ont plus fréquemment lieu dans les secteurs densément peuplés, comme le ventre-ville, dans ses rues ou dans les transports en commun. Certaines ont parlé de la « culture du viol » qui persiste sur les campus de certains collèges et universités.

Bien que de nombreux enjeux soient les mêmes dans les deux échantillons, les Canadiennes et Canadiens vivant en région éloignée sont aussi préoccupés par d'autres enjeux : l'exploitation sexuelle des jeunes filles, la prostitution, la pornographie, la traite des personnes, ainsi que la discrimination envers les personnes allosexuelles.

### Autres Suggestions

Finalement, nous avons demandé aux répondantes et répondants s'ils avaient des suggestions ou des idées à offrir pour l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe au Canada.

Le tableau suivant énumère les suggestions données.

**Tableau 18. Autres suggestions en vue de l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe**  
Q15. Selon vous, quels autres éléments le gouvernement fédéral devrait-il prendre en considération lors de l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe?<sup>19</sup>

Source	Autres suggestions
<b>LIEN OUVERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faudrait faire plus d'efforts pour changer les normes sociales/les attitudes (y compris dans les médias) 5 %</li> <li>• Sensibilisation dès un jeune âge/prévention (chez les enfants, les adolescentes et les adolescents)/éduquer les garçons pour qu'ils respectent les femmes/enseigner la tolérance (aucune mention de l'école) 4 %</li> <li>• Campagne de sensibilisation du public/prévention/meilleures communications et informations (reportages télévisés, médias sociaux, etc.) 4 %</li> <li>• Tenir compte du fait que les victimes sont surtout des femmes (surtout lorsqu'il s'agit de harcèlement sexuel et de viol) 3 %</li> <li>• Inclusivité/s'assurer que chaque collectivité participe à la stratégie 3 %</li> <li>• Consulter des spécialistes/des professionnelles et professionnels/des groupes de soutien (centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, maison d'hébergement, etc.) 3 %</li> <li>• Créer un meilleur système de justice (tenir compte des victimes avant les agresseuses et les agresseurs) 3 %</li> <li>• Financer des programmes visant les femmes et les filles autochtones et mieux soutenir ces dernières (femmes autochtones assassinées et disparues) 3 %</li> <li>• Mieux financer (autres suggestions et non précisé) les recherches et le processus d'enquête 3 %</li> <li>• Fonder la stratégie sur des faits, des études, des recherches et des statistiques/recueillir plus de données avant d'agir 3 %</li> </ul>
<b>PANEL LÉGERWEB</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lois plus sévères/peines plus sévères ou plus longues (surtout en ce qui a trait aux agressions sexuelles) 5 %</li> </ul>

Les suggestions les plus fréquentes concernaient la sensibilisation, la prévention et le besoin de changer les attitudes dans la société. Les répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » ont mentionné l'importance de changer les normes et les attitudes dans la société, y compris ce qui est véhiculé dans les médias, afin de mieux contrer le problème de la violence fondée sur le sexe. Ce groupe a également souligné

<sup>19</sup> Le tableau comprend seulement les questions ayant obtenu un taux de réponse de plus de 3 % dans l'ensemble. Consultez l'annexe pour obtenir de plus amples renseignements.

l'importance de l'information et des campagnes de prévention et de sensibilisation diffusées dans les médias traditionnels et sociaux. En ce qui a trait à la prévention, certaines personnes ont insisté sur l'importance d'éduquer les jeunes garçons. Plusieurs personnes ont précisé que les femmes sont les victimes principales du harcèlement sexuel et du viol et que, conséquemment, la stratégie fédérale devait en tenir compte.

D'autres participantes et participant ont dit que la stratégie devait être élaborée conjointement et avec l'aide de tous les groupes sociaux pertinents. On a aussi insisté pour que la stratégie soit créée avec l'aide d'expertes et d'experts, de professionnelles et professionnels ainsi que de personnes qui soutiennent les victimes sur le terrain.

Les commentaires de certaines personnes portaient sur la nécessité de réformer la justice. On précisait que le système actuel devrait se soucier davantage des besoins des victimes, survivantes et survivants. De même, certaines personnes préconisaient des peines plus sévères en général et particulièrement en cas de viol. Ce dernier point a été soulevé plus souvent par les panélistes *LégerWeb*.

Les répondantes et répondants ont également affirmé que la stratégie doit reposer sur des données et des recherches, qu'elle doit être basée sur des faits et que des données supplémentaires devraient être recueillies avant d'agir. À cet égard, plusieurs ont demandé des recherches mieux financées pour alimenter la stratégie fédérale.

Finalement, certaines personnes ont proposé de mieux financer les programmes visant les femmes et les filles autochtones et de mieux soutenir ces dernières.

## Annexe A – Méthodologie de recherche détaillée

### A.1 Méthodologie quantitative

L'étude a fait appel à deux méthodes distinctes.

#### 1. Enquête « lien-ouvert » sur le site Web de CFC

Le public a été consulté grâce à un lien sur le site Web de CFC, menant à un questionnaire d'enquête libre d'accès. Quiconque consultait le site entre le 17 août 2016 et le 9 septembre 2016 pouvait participer à l'enquête en cliquant sur le lien. Aux visites « naturelles » du site, ce sont ajoutées celles du « réseau étendu » de CFC, que l'organisme a invité à répondre à l'enquête et à la diffuser.

Nous avons obtenu un taux de réponse impressionnant au moyen du lien ouvert : 5 887 personnes ont répondu. Il faut cependant se rappeler que les résultats de cette composante du sondage ne représentent pas les opinions ou les attitudes du public canadien dans son ensemble. En effet, on doit supposer que les personnes ayant visité le site Web de CFC avaient déjà un intérêt personnel ou professionnel pour le sujet.

#### 2. Sondage sur le Web par l'entremise d'un panel de Canadiennes et de Canadiens

Un sondage électronique a été mené entre le 17 août 2016 et le 9 septembre 2016 auprès d'un échantillon de la population canadienne. La sélection des participantes et des participants a été faite de façon aléatoire au moyen du panel *LégerWeb*. L'échantillon a été tiré du panel *LégerWeb* et était constitué d'adultes de 18 ans et plus ayant la citoyenneté canadienne et habitant toutes les régions du Canada.

Au total, 1 651 Canadiennes et Canadiens de 18 ans et plus, habitant dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada ont répondu à ce sondage. Puisque cet échantillon électronique tiré du panel n'est pas aléatoire, la marge d'erreur ne s'applique pas. Toutefois, aux fins de comparaison, un échantillon aléatoire de cette taille comporterait une marge d'erreur de +/- 2,4 %, 19 fois sur 20. Les résultats du sondage électronique ont été pondérés en fonction du sexe, de l'âge, du niveau de scolarité et de la province (selon le dernier recensement) afin de pouvoir les comparer à la population du Canada.

#### Entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ITAO)

Les répondantes et répondants pouvaient demander un questionnaire papier ou une aide téléphonique au besoin.

## **Panel électronique LégerWeb**

Depuis plusieurs années, Léger mène ses sondages par Internet. Cette méthode gagne en popularité en raison de sa rapidité d'exécution et, surtout, de la souplesse qu'elle offre grâce à la présentation d'éléments visuels et de la fiabilité des résultats.

Nos tests révèlent que les résultats obtenus par l'entremise de sondages Web correspondent, du point de vue statistique, à ceux des sondages téléphoniques. La validité des sondages Web repose sur trois facteurs déterminants : 1) la validité des répondantes et répondants, 2) la validité des réponses et 3) les connaissances expertes de l'équipe chargée du sondage Web.

### **Validité des répondantes et répondants**

Nos sondages électroniques sont menés auprès d'un panel d'utilisatrices et d'utilisateurs Web qui est composé de 400 000 Canadiennes et Canadiens. Dix mille nouveaux panélistes s'ajoutent chaque mois. Ainsi, ce panel impressionnant nous permet de mener des sondages auprès d'un grand public, mais aussi de choisir des clientèles précises. Par exemple, certains segments de la population sont plus difficiles à atteindre, comme les personnes qui voyagent beaucoup, la main d'œuvre, les jeunes, les personnes qui achètent des produits particuliers et ainsi de suite. De plus, ce genre de volume nous permet de contrôler étroitement les échantillons et la qualité des sondages.

Afin de nous assurer que les personnes les plus représentatives participent à nos sondages électroniques, nous avons créé une méthode d'échantillonnage éprouvée. En croisant les données liées au sexe, à l'âge, à la langue et à la région, nous pouvons établir un groupe cible, minimiser la marge d'erreur et mieux respecter les quotas ou les critères d'admissibilité.

Les personnes qui utilisent Internet et qui composent notre panel ont été recrutées au moyen de méthodes complémentaires : recrutement téléphonique, invitations par courriel, liens entre sites et système de référence.

Les données de notre panel sont sécurisées grâce à un système privé. Les panélistes reçoivent un mot de passe lorsqu'on les invite à répondre à un sondage électronique.

Afin d'encourager la participation et d'accroître le taux de réponse, chaque panéliste qui répond à un sondage a la chance de gagner un prix tiré au sort mensuellement.

En outre, afin de garantir la qualité des répondantes et des répondants, l'équipe *LégerWeb* gère continuellement la base de données du panel.

## Validité des réponses

Les personnes qui répondent au sondage électronique se sentent comme si elles représentent une portion anonyme d'un groupe cible, ce qui garantit la confidentialité et la validité des réponses. De plus, les questionnaires sont conçus avec un nombre minimum de clics et un nombre raisonnable de questions, car nous avons appris que les participantes et participants perdent intérêt si le sondage est trop long.

Il est également essentiel de mener un test préalable auprès de trente utilisatrices et utilisateurs Web pour repérer les erreurs de saut les entre les questions, pour assurer le respect des critères de sélection et pour vérifier la durée de l'entrevue et la fluidité de navigation d'une question à l'autre. Durant ce prétest, on demande aux panélistes de fournir des commentaires après avoir répondu au questionnaire. Cette information est non seulement très utile, mais nous aide à améliorer le questionnaire. Notre clientèle participe à ce processus de validation en essayant le questionnaire en ligne.

Un processus d'élimination est alors appliqué aux questionnaires pour lesquels des ratios de fatigue ont été détectés à la fin du questionnaire.

## Expertise de l'équipe chargée des sondages électroniques

L'équipe LégerWeb comprend une dizaine de personnes —professionnelles et professionnels et techniciennes ou techniciens — qui se spécialisent dans la technologie de l'information et le marketing électronique et qui assurent le suivi de 8 h à 19 h tous les jours de la semaine. La plupart des membres de l'équipe nous viennent des domaines des sondages téléphoniques ou des entrevues directes et sont passés maîtres dans l'art de l'entrevue.

Grâce à l'excellent soutien à la clientèle offert par l'équipe *LégerWeb*, les panélistes ont accès à l'aide et l'information technique dont elles et ils ont besoin pour répondre au sondage en ligne.

L'équipe *LégerWeb* travaille de près avec les équipes de recherche et des statistiques et échange toute l'information pertinente au sujet du projet d'interrogation. Ce processus de communication constante lui permet d'agir rapidement, de détecter les erreurs ou les problèmes dès que possible et de les régler dans un temps record.

L'équipe *LégerWeb* a créé des logiciels pour ses sondages électroniques qui offrent un maximum de souplesse, d'efficacité et de sécurité dans l'administration du questionnaire. En outre, l'équipe surveille constamment chaque sondage en ligne.

Grâce à son partenariat avec Imarklab (un produit de la Chaire de commerce électronique RBC Groupe Financier de HEC Montréal), Léger utilise les innovations les plus récentes dans le domaine des sondages en ligne et peut agir en connaissant

pleinement les limites et les possibilités des recherches menées par l'entremise des sondages en ligne.

Enfin, Léger s'efforce de développer ses compétences dans les sondages en ligne en mettant en œuvre les mêmes normes et critères de qualité que pour ses sondages téléphoniques réputés.

Pour nos projets de recherche quantitative, Léger a établi des mesures de contrôle de la qualité qui sont identiques à celles du processus ISO selon lequel des vérifications sont effectuées à toutes les étapes, permettant ainsi à l'équipe de vérifier les étapes précédentes également. En termes pratiques, ce processus d'assurance de la qualité est fondé sur les éléments suivants :

- Désignation d'un gestionnaire de projet qui sera responsable de la qualité du produit final pour ne pas diluer la responsabilité à l'interne;
- Vérification scrupuleuse de la correspondance entre les objectifs de la clientèle et du questionnaire final afin de faire en sorte que chaque dimension se retrouve dans le questionnaire final;
- Vérification de la formulation de chaque question, de la simplicité des expressions et de la signification sans équivoque de la syntaxe conformément à l'idée à véhiculer durant l'interview;
- Vérification des effets de la contamination a priori, c'est-à-dire que l'emplacement de chaque question du sondage dans l'ensemble n'a pas un effet exagéré sur les questions suivantes (en fournissant indirectement de l'information aux répondantes et répondants, rendant ainsi l'échantillon non représentatif);
- Vérification étroite de la version électronique du questionnaire par rapport au questionnaire approuvé par la cliente ou le client;
- Vérification des sauts programmés dans le système avant le test préalable;
- Exécution d'un test préalable qui permet de vérifier la compréhension des questions et des concepts, les ambiguïtés possibles, les sauts logiques de questions, et ainsi de suite;
- Détection de toutes les questions comportant des problèmes;
- Prévention des erreurs d'entrée des données, des sauts non établis, etc. — validation logique exécutée avant et non après le fait;



- Encodage des questions ouvertes effectué en même temps qu'une première sélection de réponses au dossier et établissement des codes qui sont ensuite envoyés à la cliente ou au client aux fins d'approbation.

Léger estime que la mise en œuvre de toutes ces procédures garantit une qualité optimale dans l'exécution des sondages.

### **Nettoyage des données**

À la suite de la collecte des données, les analystes de données Léger et le service de traitement des données nettoient méthodiquement les données afin de s'assurer que :

- toutes les questions fermées se situent dans l'intervalle permis et logique (la cliente ou le client confirme l'intervalle dans les situations où ce n'est pas évident à partir du questionnaire);
- les valeurs aberrantes sont déterminées et, au besoin, exclues des données;
- toutes les instructions de saut ont été suivies correctement;
- toutes les données sont remplies (sauf où c'est intentionnel et conforme aux attentes de la cliente ou du client);
- l'information est cohérente et logique à l'échelle des questions et il n'y a aucune contradiction dans les données.

Les données ont été vérifiées et nettoyées après la première nuit de collecte et à la fin du projet. Durant l'analyse, tous les chiffres et les valeurs aberrantes ont été vérifiés deux fois pour veiller à ce que les données aient été bien entrées la première fois. Si nécessaire, un examen de l'appel téléphonique initial a été effectué pour vérifier la réponse.

### **Profil non pondéré des répondantes et répondants du lien ouvert et échantillon des panélistes *LégerWeb***

Le tableau ci-dessous compare le profil non pondéré des répondantes et répondants à l'enquête « lien-ouvert » et l'échantillon de panélistes *LégerWeb*. Il existe de nombreuses différences dans le profil des participantes et participants du lien ouvert ou du panel Web.

Dans le cas de l'échantillon « lien-ouvert », on observe une surreprésentation des femmes dans une proportion très élevée. Les répondantes et répondants sont également plus jeunes : la moitié a entre 25 et 44 ans. Enfin, les Ontariennes et les Ontariens sont surreprésentés dans ce groupe échantillon, alors que les Québécoises et les Québécois sont sous-représentés.

Les panélistes *LégerWeb* ont un profil beaucoup plus varié et une répartition beaucoup plus proche de la distribution réelle est observée dans la population canadienne. La pondération a été effectuée sur cet échantillon pour le rendre effectivement représentatif de la population générale au Canada (voir la section ci-dessous).

Ainsi, nous avons deux populations différentes pour cette étude: 1) la population générale du Canada (panel) et 2) les « spécialistes intéressés » (lien-ouvert).

### Note méthodologique pour la lecture des tableaux

Les chiffres présentés dans le rapport ont été arrondis. Cependant, les chiffres bruts ont été utilisés pour calculer les sommes présentées. Pour cette raison, ces sommes peuvent ne pas correspondre à la somme des nombres présentés.

#### *Différences de proportion*

Selon la distribution normale, un test bilatéral est toujours effectué entre deux proportions et sur la base des colonnes totales non pondérées. Le test est effectué en comparant le pourcentage d'une cellule verticale avec le pourcentage vertical formé par le complément des cellules pour la catégorie pertinente (par exemple, le complément des hommes est les femmes et le complément des 18 à 24 ans est celui de 25 ans et plus). Les résultats des tests (s'ils sont significatifs à un niveau de confiance de 95 %) sont indiqués en couleur dans le tableau.

Dans les tableaux, les résultats présentés en **rouge** représentent des différences plus faibles du point de vue statistique comparativement au reste de l'échantillon, tandis que les résultats en **vert** représentent les résultats plus élevés. Consultez l'annexe sur la méthodologie pour en savoir plus.

**Tableau - Comparaison des profils des répondantes et des répondants**

	Panel LégerWeb		LIEN-OUVERT	
	n= 1 651		n= 5 887	
Provinces et territoires				
<b>Columbia-Britannique</b>	152	<b>9 %</b>	742	<b>13 %</b>
<b>Alberta</b>	149	9 %	498	8 %
<b>Saskatchewan</b>	76	<b>5 %</b>	179	<b>3 %</b>
<b>Manitoba</b>	72	<b>4 %</b>	443	<b>8 %</b>
<b>Ontario</b>	577	<b>35 %</b>	2456	<b>42 %</b>
<b>Québec</b>	512	<b>31 %</b>	1015	<b>17 %</b>
<b>Nouveau-Brunswick</b>	21	1 %	95	2 %
<b>Nouvelle-Écosse</b>	26	<b>2 %</b>	226	<b>4 %</b>
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	21	<b>1 %</b>	20	<b>0 %</b>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	27	2 %	131	2 %
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	7	0 %	40	1 %
<b>Yukon</b>	9	1 %	21	0 %

Nunavut	2	0 %	21	0 %
Âge				
Entre 18 et 24 ans	166	10 %	483	8 %
Entre 25 et 34 ans	259	16 %	1654	28 %
Entre 35 et 44 ans	307	19 %	1375	23 %
Entre 45 et 54 ans	346	21 %	1072	18 %
Entre 55 et 64 ans	275	17 %	872	15 %
Entre 65 et 74 ans	234	14 %	362	6 %
75 ans et plus	64	4 %	69	1 %
Sexe				
...Femme	770	47 %	5142	87 %
...Homme	871	53 %	617	10 %
... Autres non binaires (ne s'identifie pas comme femme, homme ou transgenre)	7	0 %	74	1 %
Transgenre (veuillez sélectionner le genre ci-dessus qui vous décrit le mieux)	2	0 %	35	1 %
Autre	1	0 %	19	0 %
Je préfère ne pas répondre	2	0 %	35	1 %

### Pondération des résultats de l'échantillon du panel électronique

Comme il a été mentionné précédemment, nous avons pondéré les résultats de l'échantillon du panel *LégerWeb* afin de le rendre comparable à ceux de la population du Canada.

Les facteurs de pondération et les différences relativement négligeables dans les réponses entre les divers sous-groupes suggèrent que la qualité des données n'a pas été touchée. Le facteur de pondération de base qui a été appliqué (âge, sexe et région) a corrigé le déséquilibre initial aux fins de l'analyse des données et, conséquemment, aucune autre manipulation n'a été nécessaire. Le tableau ci-dessous présente une comparaison de l'échantillon non pondéré et de l'échantillon pondéré final.

**Tableau - Comparaison des profils des panélistes pour les échantillons pondéré et non pondéré du panel *LégerWeb***

	Panel LégerWeb NON PONDÉRÉ		Panel LégerWeb PONDÉRÉ	
	n= 1 651		n= 1 651	
Région				
Columbia-Britannique	152	9 %	195	12 %
Alberta	149	9 %	180	11 %
Saskatchewan	76	5 %	51	3 %
Manitoba	72	4 %	60	4 %
Ontario	577	35 %	636	39 %
Québec	512	31 %	391	24 %
Nouveau-Brunswick	21	1 %	37	2 %
Nouvelle-Écosse	26	2 %	46	3 %

Île-du-Prince-Édouard	21	1 %	14	1 %
Terre-Neuve-et-Labrador	27	2 %	19	1 %
Territoires du Nord-Ouest	7	0 %	9	1 %
Yukon	9	1 %	11	1 %
Nunavut	2	0 %	3	0 %
Âge				
Entre 18 et 24 ans	166	10 %	191	12 %
Entre 25 et 34 ans	259	16 %	269	16 %
Entre 35 et 44 ans	307	19 %	280	17 %
Entre 45 et 54 ans	346	21 %	331	20 %
Entre 55 et 64 ans	275	17 %	273	17 %
Entre 65 et 74 ans	234	14 %	237	14 %
75 ans et plus	64	4 %	70	4 %
Sexe				
...Femme	770	47 %	840	51 %
...Homme	871	53 %	800	48 %
... Autres non binaires (ne s'identifie pas comme femme, homme ou transgenre)	7	0 %	8	0 %
Transgenre (veuillez sélectionner le genre ci-dessus qui vous décrit le mieux)	2	0 %	3	0 %
Autre	1	0 %	1	0 %
Je préfère ne pas répondre	2	0 %	2	0 %

Comme pour toutes les recherches menées par Léger, les coordonnées sont tenues confidentielles et toute autre information qui pourrait identifier les participantes et participants est retirée des données conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* du Canada.

## Appendix B – Questionnaire

---

### Questionnaire anglais

#### **GENERAL PROGRAMMING INSTRUCTIONS:**

[TYPE OF PROJECT: Web]

[LANGUAGES: FR/EN]

[TRACKING: No]

[PROGRAMMER NOTES: Redirect respondents on the following website when the questionnaire is completed: [www.swc-cfc.gc.ca/](http://www.swc-cfc.gc.ca/)]

**READER NOTE: Programming instructions included.**

Status of Women Canada is currently conducting a survey on the topic of gender-based violence. The results of this survey will enable Status of Women Canada to fuel its reflection on the creation of a federal strategy against gender-based violence.

This survey should take less than ten minutes to complete. Your participation in this survey is voluntary.

Please be assured that we are not selling or soliciting anything. Your participation in this survey is voluntary and anonymous. You are not asked to identify yourself, and all information collected will remain confidential.

This survey is registered with the national survey registration system.

**Info page template**

[BASE]

[PROGRAMMER NOTES:]

**QINF#**

The following survey focuses on the topic of gender-based violence. Gender-based violence is **violence perpetrated against someone based on their gender identity, gender expression, or perceived gender.**

Gender-based violence includes violence against women and girls, as well as violence against LGBTQQI2S (lesbian, gay, bisexual, transgendered, queer, questioning, intersex and two-spirit) and gender-nonconforming people.

Gender-based violence includes any act of violence or abuse that can result in **physical, sexual or psychological harm or suffering.** Examples of types of violence and abuse include:

- physical violence
- financial abuse
- sexual violence (including child sexual abuse, sexual harassment, sexual exploitation)
- emotional and psychological violence (including threats and intimidation)
- harassment and stalking
- online violence/technology-facilitated violence

[ASK ALL]

[SINGLE MENTION]

[LIST ORDER: In order]

**Q# 1**

How important an issue do you believe gender-based violence is in Canada?

RESPONDENT/INTERVIEWER INSTRUCTION:(ONLY ONE MENTION POSSIBLE)

Label	Value	Attribute	Termination
Very important	1		
Somewhat important	2		
Not so important	3		
Not at all important	4		
I prefer not to answer	99	F	

[ASK ALL]

[RANKING]

[LIST ORDER: Randomized 1 to 10]

[Include link to Federal strategy on gender-based violence]

## Q#2

Recognizing that the federal government is in general **not** responsible for direct services to **victims/survivors** (health, social services, shelters), criminal justice system responses (policing, prosecution, courts), or school-based programming, in your opinion what should be the **top 3 priorities of a** Federal Strategy on Gender-based Violence?

Please classify from 1 to 3 your priorities, where 1 means the most important priority, 2 means the second most important priority and 3 means the third priority.

RESPONDENT/INTERVIEWER INSTRUCTION:	(CLASSIFY FROM 1 TO 3)		
Label	Value	Attribute	Termination
More early prevention programs (e.g., healthy dating relationships)	1		
More public awareness (e.g., campaigns to address norms and attitudes)	2		
More focus on engaging men and boys in prevention	3		
More research on what works to prevent violence	4		
More research on the nature and extent of violence in Canada	5		
More support for victims/survivors (e.g. project funding for shelters and rape crisis centres, other victim/survivor services)	6		
More focus on the most vulnerable population	7		
More culturally relevant approach (e.g. prevention programs, police services, victim services)	8		
More attention to the needs of victims/survivors in the criminal justice system	9		
More focus on rehabilitation of perpetrators (e.g., more programming in correctional or community settings)	10		
Other ( <i>SPECIFY</i> )	96	O/F	
I don't know	98	F	

[ASK ALL]  
 [SINGLE MENTION]  
 [LIST ORDER: In order]

**Q# 3**

How would you rate the effort the federal government is making to eliminate gender-based violence in Canada?

RESPONDENT/INTERVIEWER INSTRUCTION:(ONLY ONE MENTION POSSIBLE)

Label	Value	Attribute	Termination
Enough effort	1		
Some effort	2		
Not enough effort	3		
I prefer not to answer	99	F	

[ASK ALL]  
 [RANKING QUESTION]  
 [LIST ORDER: Randomized 1 to 10]

PROGRAMMER NOTE: Include link to Web site and include mouse over box with definition for harassment, stalking and Online violence. Definition at the end of questionnaire]

**Q#4**

In your opinion, what are the **top three types of gender-based violence** that should be prioritized in a federal strategy?

Please classify from 1 to 3 your priorities, where 1 means the most important priority, 2 means the second most important priority and 3 means the third priority.

For more explanation on certain types of violence, please follow this link.

RESPONDENT/INTERVIEWER INSTRUCTION:	<i>(CLASSIFY FROM 1 TO 3)</i>		
Label	Value	Attribute	Termination
Intimate partner violence (including physical, emotional, financial or dating violence)	1		
Sexual violence	2		
Child sexual abuse	4		
Sexual harassment/stalking (including in the workplace)	5		



Street-based harassment/violence in public spaces	6		
Online violence/technology-facilitated violence/cyberbullying	8		
Other (SPECIFY)	96	O/F/X	
I don't know	98	FX	

[ASK ALL]

[SINGEL MENTION]

[LIST ORDER: In order]

#### Q#5

**Primary prevention** aims to stop violence from occurring in the first place **and includes interventions to change social norms, early interventions to identify the risk of violence and abuse, and programs and strategies to help women leave abusive situations.**

When thinking of **primary prevention programs and strategies** related to gender-based violence, how effective are they in your opinion?

Very effective	1
Somewhat effective	2
Moderately effective	3
Not so effective	4
Not effective at all	5
Prefer not to answer	9

[ASK ALL]

[OPEN QUESTION]

[ON THE SAME PAGE AS Q5]

#### Q#5A

<i>Please specify your opinion</i>	96	O	
No more comments	97		
I don't know	98		

[ASK ALL]

[SINGEL MENTION]

[LIST ORDER: In order]

**Q#6**

**Support systems for victims/survivors can include emergency shelters, healthcare interventions, social services, etc.** When thinking of formal **supports for victims/survivors** related to gender-based violence, how effective are they in your opinion?

Very effective	1
Somewhat effective	2
Moderately effective	3
Not so effective	4
Not effective at all	5
Prefer not to answer	9

[ASK ALL]

[OPEN QUESTION]

[ON THE SAME PAGE AS Q6]

**Q#6A**

<i>Please specify your opinion</i>	96	0	
No more comments	97		
I don't know	98		

[ASK ALL]

[SINGEL MENTION]

[LIST ORDER: In order]

**Q#7**

When thinking of **justice related responses** (e.g. police, legal work, court support, corrections, etc.) related to gender-based violence, how effective are they in your opinion?

Very effective	1
Somewhat effective	2
Moderately effective	3
Not so effective	4

Not effective at all	5
Prefer not to answer	9

[ASK ALL]  
 [OPEN QUESTION]  
 [ON THE SAME PAGE AS Q7]

#### Q#7A

<i>Please specify your opinion</i>	96	0	
No more comments	97		
I don't know	98		

[ASK ALL]  
 [SINGEL MENTION]  
 [LIST ORDER: In order]

#### Q#8

When thinking of **programs to rehabilitate perpetrators of gender-based violence and prevent future offences**, how effective are they in your opinion?

Very effective	1
Somewhat effective	2
Moderately effective	3
Not so effective	4
Not effective at all	5
Prefer not to answer	9

[ASK ALL]  
 [OPEN QUESTION]  
 [ON THE SAME PAGE AS Q8]

#### Q#8A

<i>Please specify your opinion</i>	96	0	
No more comments	97		
I don't know	98		

[ASK ALL]  
[OPEN-END]

**Q#9**

When thinking about gender-based violence, are there issues unique to your region that we should be aware of?

RESPONDENT/INTERVIEWER INSTRUCTION:			
Label	Value	Attribute	Termination
<i>Please specify issues and regional characteristics</i>	96	O	
No regional specific issues	97		
I don't know	98		

[ASK ALL]  
[SINGLE MENTION]  
[LIST ORDER: In order]

**Q#10**

Have you ever been the victim/survivor of gender-based violence?

Label	Value	Attribute	Termination
Yes	1		
No	2		
I prefer not to answer	99	F	

[ASK IF Q10 = 2 OR 99]  
[SINGLE MENTION]  
[LIST ORDER: In order]

**Q# 11**

Have any of your friends or family members ever been a victim/survivor of gender-based violence?

Label	Value	Attribute	Termination
Yes	1		
No	2		
I prefer not to answer	99	F	

[ASK IF Q10 =1 OR Q11=1]

[SINGLE MENTION]

### Q# 12

Thinking of the gender-based violence that you or your friend or family member have been a victim/survivor of, was the incident notified to a public authority (e.g. police, doctor, supervisor, etc)?

Libellé	Valeur Attribut	Terminaison
Yes	1	
No	2	

### DEMOGRAPHIC INFORMATION

[ASK GENDER TO ALL]

[MULTIPLE MENTION MIN=1 MAX=2]

### GENDER

How do you describe yourself? (Please check up to two options)

Label	Value	Attribute	Termination
... Woman	1		
...Man	2		
... Gender non-conforming (do not identify as man, woman, or transgender)	3		
Transgender (please check the gender identity above that best describes you)	4		
Other	5		
I prefer not to answer	99		

[ASK AGE TO ALL]

[SINGLE MENTION]

### AGE

How old are you?

INTERVIEWER INSTRUCTIONS:	<i>(READ LIST)</i>		
Label	Value	Attribute	Termination
Under 18	0		TERMINATE

Between 18 and 24	1		
Between 25 and 34	2		
Between 35 and 44	3		
Between 45 and 54	4		
Between 55 and 64	5		
Between 65 and 74	6		
75 or older	7		
I prefer not to answer	9		TERMINATE

[MULTIPLE MENTIONS]  
[MIN=1 MAX=4]

### POP GROUP

You may belong to one or more racial or cultural groups on the following list. Are you...?

INTERVIEWER INSTRUCTIONS:	SELECT UP TO FOUR		
Label	Value	Attribute	Termination
White	1		
Chinese	2		
South Asian (e.g. East Indian, Pakistani, Sri Lankan, etc.)	3		
Black	4		
Filipino	5		
Latin American	6		
Southeast Asian (e.g. Cambodian, Indonesian, Laotian, Vietnamese, etc)	7		
Arab	8		
West Asian (e.g. Afghan, Iranian, etc.)	9		
Japanese	10		
Korean	11		
Indigenous / First Nations, Métis or Inuit	12		
Other ( <i>Please specify:</i> )	96	0	
I prefer not to answer	99		

[ASK PROV TO ALL]

[SINGLE MENTION]

**PROV**

In which province or territory do you live?

Label	Value	Attribute	Termination
British Columbia	BC		
Alberta	AB		
Saskatchewan	SK		
Manitoba	MB		
Ontario	ON		
Quebec	QC		
New Brunswick	NB		
Nova Scotia	NS		
Prince Edward Island	PE		
Newfoundland and Labrador	NF		
Northwest Territories	NT		
Yukon	YK		
Nunavut	NU		

[Ask all]

[MENTION SIMPLE]

[ALÉATOIRE : Non]

**DISAB**

Do you consider yourself to be a person with a disability?

Label	Valeur	Attribut	Terminaison
Yes	1		
No	2		

[ASK TO ALL]

[SINGLE MENTION]

**URB/RURAL**

How would you describe the community you live in? Is it a...

Label	Value	Attribute	Termination
Urban/Suburban area	01		
Rural area	02		
Remote area	03		

[ASK BORN CANADA TO ALL]  
[SINGLE MENTION]

### **BORN CANADA**

Were you born in Canada?

Label	Value	Attribute	Termination
Yes	1		
No	2		

[ASK IF BORN CANADA =2]  
[SINGLE MENTION]  
[Drop down box year from 1900 to 2016]

### **ARRIVAL CANADA**

In what year did you come to Canada?

Label	Value	Attribute	Termination
RECORD YEAR	Drop down box		
Refusal	9999		

[ASK TO ALL]  
[OPEN-END]

### **Q#15**

Is there anything else the federal government should consider when developing the federal strategy against gender-based violence?

Label	Value	Attribute	Termination
<i>Please specify</i>	96	0	
I don't know	98		

**Thank you**

**Definition to be included at Question 4.**



## Harrassment Definition

**Harassment** is a form of violence and discrimination. It involves any unwanted physical or verbal behaviour that offends or humiliates you that persists over time. Sometimes serious one-time incidents can also be considered harassment.

Harassment occurs when someone:

- makes unwelcome remarks or jokes about your race, religion, sex, age, disability or any one of the other 11 grounds of discrimination
- threatens or intimidates you
- makes unwelcome physical contact with you, such as touching, patting, pinching or punching, which can also be considered **assault**

## Stalking Definition

**Criminal harassment**, also known as **stalking**, is a crime. It involves repeated conduct that makes someone fear for their safety or the safety of someone they care about. It can include:

- watching or following someone
- making threats that cause someone to fear for their safety
- making threats to someone's children, family, pets or friends that cause fear
- repeatedly calling emailing, texting or sending gifts after being asked to stop

## Online violence

**Online violence** involves the use of communication technologies such as the Internet, social networking sites, websites, email, text messaging and instant messaging to repeatedly intimidate or harass others. It includes:

- Sending mean or threatening emails or text/instant messages
- Posting embarrassing photos of someone online
- Creating a website to make fun of others
- Pretending to be someone by using their name
- Tricking someone into revealing personal or embarrassing information and sending it to others

## Questionnaire français

### **DIRECTIVES GÉNÉRALES DE PROGRAMMATION :**

[TYPE DE PROJET : Web]

[LANGUES : FR/EN]

[SUIVI : Non]

[NOTES DE PROGRAMMATION : Rediriger les répondants vers le site Web suivant à la conclusion du sondage : [www.swc-cfc.gc.ca/](http://www.swc-cfc.gc.ca/)]

### **NOTE À LA LECTRICE OU AU LECTEUR : Les consignes de programmation sont fournies.**

Condition féminine Canada est en train d'effectuer un sondage sur la violence fondée sur le sexe. Les résultats de cette étude alimenteront la réflexion de Condition féminine Canada dans le cadre de l'élaboration d'une **stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe**.

Vous devriez pouvoir répondre aux questions en moins de dix minutes. Votre participation à ce sondage est volontaire.

Sachez que nous ne faisons pas de vente ni de sollicitation pour quoi que ce soit. Soyez assurée que votre participation est volontaire et restera anonyme, et que tous les renseignements recueillis demeureront confidentiels.

Ce sondage est enregistré auprès du système national d'enregistrement des sondages.

**Info page template**

[BASE]

[NOTES DE PROGRAMMATION :]

**QINF#**

[Question à poser à tous]

**QINF#1**

Le présent sondage porte sur la question de la violence fondée sur le sexe. On entend par « violence fondée sur le sexe » **tout acte de violence perpétré contre une personne en raison de son identité sexuelle, de l'expression de son identité sexuelle ou de son genre présumé.**

La violence fondée sur le sexe comprend la violence faite aux femmes et aux filles ainsi que la violence faite aux personnes altersexuelles (p. ex., lesbiennes, gais, personnes bisexuelles, transgenres, de genre non conforme ou en questionnement quant à leur orientation sexuelle ou identité de genre) ou bispirituelles.

L'expression « violence fondée sur le sexe » comprend tout acte de violence ou de maltraitance pouvant causer un **préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques**. Voici des types de violence ou de maltraitance<sup>20</sup> :

- la violence physique
- l'exploitation financière
- la violence sexuelle, y compris l'agression sexuelle d'enfants, le harcèlement sexuel et l'exploitation sexuelle
- la violence émotionnelle ou psychologique, y compris les menaces et l'intimidation
- le harcèlement criminel
- la cyberviolence et la violence facilitée par la technologie

---

<sup>20</sup> Les définitions se trouvent dans le glossaire.

[POSER À TOUS]  
 [MENTION UNIQUE]  
 [ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

**Q# 1**

Jusqu'à quel point pensez-vous que la violence fondée sur le sexe est une question importante au Canada?

INSTRUCTIONS À LA RÉPONDANTE/RÉPONDANT OU À  
 L'INTERVIEWEUSE/INTERVIEWEUR : (CHOISIR UN SEUL ÉNONCÉ)

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Très importante	1		
Assez importante	2		
Peu importante	3		
Pas du tout importante	4		
Je préfère ne pas répondre	99	F	

[POSER À TOUS]  
 [CLASSEMENT]  
 [ORDRE DE LA LISTE : aléatoire de 1 à 10]  
 [Inclure un lien vers la Stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe]

**Q#2**

Considérant que le gouvernement fédéral n'a généralement pas la responsabilité de la livraison des services directs aux survivantes et survivants, et aux victimes (soins de santé, services sociaux, refuges), des interventions du système de justice pénale (police, poursuites pénales, tribunaux), ou des programmes scolaires, selon vous, quelles devraient être les **trois principales priorités d'une** Stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe?

Veillez les classer par ordre de priorité, où 1 constitue la première priorité et 3, la dernière.

INSTRUCTIONS À LA RÉPONDANTE/RÉPONDANT OU À L'INTERVIEWEUSE/INTERVIEWEUR :		<i>(CLASSEZ DE 1 À 3)</i>		
Libellé	Valeur	Attribut	Fin	
Plus de programmes de prévention précoce (p. ex., relations amoureuses saines)	1			
Plus d'activités de sensibilisation (p. ex., campagnes sur les normes et les attitudes)	2			

Plus d'efforts de mobilisation des hommes et des garçons en matière de prévention	3		
Plus de recherches sur les méthodes efficaces pour prévenir la violence	4		
Plus de recherches sur la nature et l'ampleur de la violence au Canada	5		
Plus de soutien aux survivantes et survivants, et aux victimes (p. ex., financement de projet pour les refuges et les centres d'aide aux victimes de viol, autres services aux survivantes et survivants, et aux victimes)	6		
Cibler davantage les personnes les plus vulnérables	7		
Une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)	8		
Plus d'attention portée aux besoins des survivantes et survivants, et des victimes dans le système de justice criminel	9		
Plus d'efforts consacrés à la réadaptation des auteurs de violence (p. ex., davantage axés sur des programmes offerts dans des milieux correctionnels ou communautaires)	10		
Autre ( <i>PRÉCISEZ</i> )	96	O/F	
Je ne sais pas	98	F	

[POSER À TOUS]

[MENTION UNIQUE]

[ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

### Q# 3

Comment évalueriez-vous les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer la violence fondée sur le sexe au Canada?

INSTRUCTIONS À LA RÉPONDANTE/RÉPONDANT OU À

L'INTERVIEWEUSE/INTERVIEWEUR : (CHOISIR UN SEUL ÉNONCÉ)

**Libellé**                      **Valeur** **Attribut**                      **Fin**

Suffisamment d'efforts                      1

Quelques efforts                      2

Aucun effort                      3

Je préfère ne pas répondre                      99                      F

[POSER À TOUS]

[CLASSEMENT]

[ORDRE DE LA LISTE : aléatoire de 1 à 10]

[NOTE DE PROGRAMMATION : Inclure un lien vers le site Web et afficher l'encadré avec la définition lors du pointage de la souris pour les termes harcèlement, traque et cyberviolence. Définitions au bas du questionnaire.]

#### Q#4

Selon vous, quels sont les **trois principaux genres de violence fondée sur le sexe** qui devraient être prioritaires dans une stratégie fédérale?

Veuillez les classer par ordre de priorité, où 1 constitue la première priorité et 3, la dernière.

Pour plus d'explication sur certains types de violence, veuillez suivre ce lien.

INSTRUCTIONS À LA RÉPONDANTE/RÉPONDANT OU À L'INTERVIEWEUSE/INTERVIEWEUR :		<i>(CLASSEZ DE 1 À 3)</i>	
Libellé	Valeur	Libellé	Valeur
Violence entre partenaires intimes (y compris la violence physique, la violence émotionnelle ou psychologique, l'exploitation financière, et la violence dans le cadre des fréquentations intimes)	1		
Violence sexuelle	2		
Exploitation sexuelle des enfants	3		
<b>Harcèlement sexuel</b> ou de <b>traque</b> (y compris en milieu de travail)	4		
<b>Harcèlement</b> ou violence dans la rue ou dans les espaces publics	5		
<b>Cyberviolence</b> et violence facilitée par la technologie	6		
Autre ( <i>PRÉCISEZ</i> )	96	O/F/X	

[POSER À TOUS]

[MENTION UNIQUE]

[ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

**Q#5**

La **prévention primaire** vise à éviter que se produisent des incidents de violence. Elle comprend des activités destinées à modifier les normes sociales, des interventions précoces permettant d'identifier les risques de violence et d'agression ainsi que des stratégies et des programmes pour aider les femmes à quitter des situations abusives.

Lorsque vous songez à la **prévention primaire**, jusqu'à quel point est-elle efficace à votre avis?

Très efficace	1
Efficace	2
Moyennement efficace	3
Peu efficace	4
Pas efficace du tout	5
Je préfère ne pas répondre	9

[POSER À TOUS]

[QUESTION OUVERTE]

[SUR LA MÊME PAGE QUE Q5]

**Q#5A**

<i>Veillez préciser votre opinion</i>	96	0	
Pas de commentaire	97		
Je ne sais pas	98		

[POSER À TOUS]

[MENTION UNIQUE]

[ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

**Q#6**

**Les systèmes de soutien aux survivantes et survivants, et aux victimes peuvent comprendre les refuges, les soins de santé, les services sociaux, etc.** Lorsque vous songez au **soutien aux survivantes et survivants, et aux victimes** de violence fondée sur le sexe, jusqu'à quel point est-il efficace à votre avis?

Très efficace	1
Efficace	2
Moyennement efficace	3
Peu efficace	4

Pas efficace du tout	5
Je préfère ne pas répondre	9

[POSER À TOUS]  
 [QUESTION OUVERTE]  
 [SUR LA MÊME PAGE QUE Q6]

**Q#6A**

<i>Veillez préciser votre opinion</i>	96	O	
Pas de commentaire	97		
Je ne sais pas	98		

[POSER À TOUS]  
 [MENTION UNIQUE]  
 [ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

**Q#7**

Lorsque vous songez **aux interventions du système de justice** (p. ex., police, travail juridique, soutien à la comparution, services correctionnels) liées à la violence fondée sur le sexe, jusqu'à quel point sont-elles efficaces à votre avis?

Très efficace	1
Efficace	2
Moyennement efficace	3
Peu efficace	4
Pas efficace du tout	5
Je préfère ne pas répondre	9

[POSER À TOUS]  
 [QUESTION OUVERTE]  
 [SUR LA MÊME PAGE QUE Q7]

**Q#7A**

<i>Veillez préciser votre opinion</i>	96	O	
Pas de commentaire	97		
Je ne sais pas	98		



[POSER À TOUS]  
 [MENTION UNIQUE]  
 [ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

**Q#8**

Lorsque vous songez aux **programmes de réadaptation des auteurs de violence fondée sur le sexe et aux programmes de prévention d'autres actes de violence**, jusqu'à quel point sont-ils efficaces à votre avis?

Très efficace	1
Efficace	2
Moyennement efficace	3
Peu efficace	4
Pas efficace du tout	5
Je préfère ne pas répondre	9

[POSER À TOUS]  
 [QUESTION OUVERTE]  
 [SUR LA MÊME PAGE QUE Q8]

**Q#8A**

<i>Veillez préciser votre opinion</i>	96	O	
Pas de commentaire	97		
Je ne sais pas	98		

[POSER TOUTES]  
 [CONFIGURATION OUVERTE ]

**Q#9**

Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte?

INSTRUCTIONS À LA RÉPONDANTE/RÉPONDANT OU À L'INTERVIEWEUSE/INTERVIEWEUR	
---	--

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
<i>Veillez préciser les enjeux et les caractéristiques de votre région</i>	96	O	
Aucun enjeu régional spécifique	97		
Je ne sais pas	98		

[POSER À TOUS]

[MENTION UNIQUE]

[ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

### Q#10

Avez-vous déjà été victime de violence fondée sur le sexe ou êtes-vous une survivante ou un survivant de violence fondée sur le sexe?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Oui	1		
Non	2		
Je préfère ne pas répondre	99	F	

[POSER SI Q10 = 2 ou 99]

[MENTION UNIQUE]

[ORDRE DE LA LISTE : dans l'ordre]

### Q# 11

Parmi vos amis ou votre famille, y a-t-il des personnes qui ont déjà été victimes de violence fondée sur le sexe ou qui sont des survivantes ou survivants de violence fondée sur le sexe?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Oui	1		
Non	2		
Je préfère ne pas répondre	99	F	

[POSER SI Q10 =1 ou Q11=1]

[MENTION UNIQUE]

### Q# 12

En pensant à la violence fondée sur le sexe dont vous, votre ami(e) ou membre de la famille a été victime ou est survivant(e), cela a-t-il été signalé aux autorités publiques (p. ex., à la police, à un médecin, à une superviseuse ou un superviseur)?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Oui	1		
Non	2		

## DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

[POSER À TOUS]

[RÉPONSES MULTIPLES MIN=1 MAX=2]

### SEXE

Comment vous définissez-vous? (Sélectionnez au plus deux options)

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
... Femme	1		
...Homme	2		
... Autres non binaires (ne s'identifie pas comme femme, homme ou transgenre)	3		
Transgenre (veuillez sélectionner le genre ci-dessus qui vous décrit le mieux)	4		
Autre	5		
Je préfère ne pas répondre	99		

[POSER À TOUS]

[MENTION UNIQUE]

### AGE

Quel âge avez-vous?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Moins de 18 ans	0		TERMINER
18 à 24 ans	1		
25 à 34 ans	2		
35 à 44 ans	3		
45 à 54 ans	4		
55 à 64 ans	5		
65 à 74 ans	6		
75 ans ou plus	7		

Je préfère ne pas répondre	9		TERMINER
----------------------------	---	--	----------

[RÉPONSES MULTIPLES]

[MIN=1 MAX=4]

### GROUP POP

Vous pouvez appartenir à un ou plusieurs groupes raciaux ou culturels sur la liste suivante. Auquel (auxquels) appartenez-vous...?

CONSIGNE À LA PERSONNE QUI POSE LA QUESTION	SÉLECTIONNEZ AU PLUS QUATRE RÉPONSES		
Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Blanc	1		
Chinois	2		
Sud-Asiatique (p. ex., Indien d'Asie, Pakistanais, Sri-Lankais)	3		
Noir	4		
Philippin	5		
Latino-Américain	6		
Asiatique du Sud-Est (p. ex., Cambodgien, Indonésien, Laotien, Vietnamien)	7		
Arabe	8		
Asiatique occidental (p. ex., Iranien, Afghan)	9		
Japonais	10		
Coréen	11		
Autochtone / Première Nation, Métis ou Inuit	12		
Autre (veuillez préciser:)	96	0	
Je préfère ne pas répondre	99		

### PROVINCE

Dans quelle province ou quel territoire résidez-vous?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Colombie-Britannique	BC		

Alberta	AB		
Saskatchewan	SK		
Manitoba	MB		
Ontario	ON		
Québec	QC		
Nouveau-Brunswick	NB		
Nouvelle-Écosse	NS		
Île-du-Prince-Édouard	PE		
Terre-Neuve-et-Labrador	NF		
Territoires du Nord-Ouest	NT		
Yukon	YK		
Nunavut	NU		

[POSER À TOUS]  
 [MENTION UNIQUE]  
 [ALÉATOIRE : Non]

#### HANDI

Vous considérez-vous comme une personne handicapée?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Oui	1		
Non	2		

[POSER À TOUS]  
 [MENTION UNIQUE]

#### URB/RURAL

Comment décririez-vous la collectivité où vous résidez? Est-ce...

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
Une région urbaine/suburbaine	01		
Une région rurale	02		
Une région éloignée	03		

[QUESTION À TOUS : NAISSANCE CANADIENNE]  
 [MENTION UNIQUE]

#### NAISSANCE CANADIENNE

Êtes-vous née ou né au Canada?

Libellé Valeur Attribut Fin

Oui 1  
Non 2

[SI NAISSANCE CANADIENNE =2]  
[MENTION UNIQUE]  
[Menu déroulant 1900 à 2016]

### ARRIVÉE AU CANADA

À quelle année remonte votre arrivée au Canada?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
ANNÉE		Menu déroulant	
Je préfère ne pas répondre	9999		

[POSER À TOUS]  
[CONFIGURATION OUVERTE]  
**Q#15**

Selon vous, quels autres éléments le gouvernement fédéral devrait-il prendre en considération lors de l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe?

Libellé	Valeur	Attribut	Fin
<i>Veillez préciser</i>	96	0	
Je ne sais pas	98		

Merci

### Définitions pour Q4.

Le **harcèlement** est une forme de violence et de discrimination comprenant tout comportement physique ou verbal indésirable et persistant qui choque ou qui humilie. Certains incidents ponctuels peuvent être jugés assez graves pour qu'on les assimile à du harcèlement. Il y a harcèlement lorsqu'une personne :

- fait des remarques ou des blagues inopportunes sur votre race, votre religion, votre sexe, votre âge, votre handicap ou tout autre sujet parmi les 11 motifs de discrimination prévus par la loi;
- vous menace ou vous intimide;
- établit un contact physique inopportun avec vous (par exemple, vous toucher, vous tapoter, vous pincer ou vous frapper avec son poing), ce qui peut également être considéré comme une **agression**.

Le **harcèlement criminel** qu'on appelle aussi **traque** furtive, est le fait de se comporter de façon répétée d'une manière qui amène la personne visée à craindre pour sa sécurité ou celle d'un être cher. En voici des exemples :

- épier une personne ou la suivre dans ses déplacements;
- menacer une personne au point où elle craint pour sa sécurité;
- menacer les enfants, la famille ou les animaux de compagnie d'une personne, voire des gens avec qui elle entretient des liens d'amitié, dans le but de lui faire peur;
- téléphoner à répétition ou envoyer des cadeaux à une personne qui a déjà indiqué ne pas vouloir de contacts.

La **cyberviolence** consiste à utiliser les technologies de communication telles qu'Internet, les sites de réseautage social, les sites Web, le courriel, la messagerie texte et la messagerie instantanée pour intimider une personne à répétition ou la harceler. Exemples de cyberviolence :

- proférer des méchancetés ou des menaces par courriels, messages textes ou messages instantanés;
- afficher en ligne des photos gênantes d'une personne;
- créer un site Web pour se moquer d'autrui;

- se faire passer pour une autre personne en utilisant son nom;
- amener une personne à révéler des renseignements personnels ou des choses gênantes puis les transmettre à d'autres.

## Annexe C – Données tabulées

### Opinion sur la prévention primaire

Q5A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN-OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5 887	1 651
Il faudrait faire plus d'efforts pour changer les normes sociales/ les attitudes	8 %	2 %
La sensibilisation du public est un aspect important de la prévention	5 %	2 %
La sensibilisation/la prévention/les interventions précoces sont importantes	5 %	2 %
La prévention primaire peut être efficace/très efficace	5 %	2 %
Les programmes et stratégies de prévention ne fonctionnent pas/n'aident pas/ne sont pas efficaces/la violence continue d'augmenter	3 %	3 %
On doit en faire davantage	3 %	2 %
La sensibilisation et la prévention doivent commencer à l'école	3 %	1 %
Des programmes et des stratégies de soutien sont nécessaires pour aider les femmes à quitter les situations de violence (logements abordables, frais juridiques, etc.)	3 %	1 %
Les stratégies de sensibilisation/de prévention sont essentielles	3 %	1 %
Il faut financer davantage/à long terme les programmes de prévention primaire	3 %	0 %
On doit tenir compte des différences culturelles	2 %	1 %
Le système de justice pénale doit être plus efficace	2 %	1 %
Il faut créer plus de programmes et de stratégies de prévention primaire	2 %	0 %
Il faut imposer des peines plus sévères	1 %	1 %
Il faut être proactive/agir plus rapidement	1 %	1 %
Les changements ne surviennent pas du jour au lendemain	1 %	1 %
Il faudrait s'assurer qu'il est sécuritaire de signaler les agressions/beaucoup d'agressions ne sont pas signalées	1 %	1 %
Il faut aborder le problème de la violence faite aux garçons/les hommes sont également victimes de violence fondée sur le sexe	1 %	1 %
Il faut offrir de meilleurs services aux victimes	1 %	1 %
On doit pouvoir accéder facilement aux programmes	1 %	1 %
Il faut plus de recherches pour déterminer quelles méthodes ou stratégies sont efficaces	1 %	0 %
Il faut arrêter de rejeter la responsabilité sur les victimes	1 %	0 %
Il faut permettre aux femmes d'atteindre l'égalité, y compris au plan économique	1 %	0 %
Une meilleure application de la loi est nécessaire (ordonnances préventives, ordonnances de non-communication, personne n'est au-dessus de la loi [clergés, médecins, enseignantes et enseignants, etc.]	1 %	0 %
Il faut briser le cycle de la violence	1 %	0 %
On n'en parle pas/on ne dénonce pas ce type de violence	1 %	0 %
Il faudrait offrir davantage de formations aux personnes qui offrent counselling, aux services policiers, aux professionnelles et professionnels en santé, en travail social ou du milieu juridique, etc.)	1 %	0 %
Les médias sont hypersexualisés et véhiculent une culture du viol	1 %	0 %
Il faut rallier les agresseuses et les agresseurs autour de la cause de la prévention	1 %	0 %
Il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence	1 %	0 %
Il est difficile de mesurer le succès/l'efficacité des programmes de prévention (en général)	1 %	0 %



Certaines personnes ne changeront jamais, peu importe la stratégie	0 %	2 %
Autre	2 %	1 %
Aucun autre commentaire	48 %	61 %
Je ne sais pas	11 %	14 %

**Opinion sur la prévention primaire – selon la perception de l’efficacité et la source de l’échantillon**  
Q5A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN-OUVERT			PANERL LÉGERWEB		
	EFFICACE NET	Moyennement efficace	PAS EFFICACE NET	EFFICACE NET	Moyennement efficace	PAS EFFICACE NET
<b>Totaux pondérés :</b>				627	608	367
<b>Totaux non pondérés :</b>	2 788	1 504	1 322	622	613	367
Il faudrait faire plus d’efforts pour changer les normes sociales/ les attitudes	11 %	5 %	9 %	2 %	1 %	5 %
La prévention primaire peut être efficace/très efficace	8 %	2 %	1 %	6 %	0 %	0 %
La sensibilisation/la prévention/les interventions précoces sont importantes	7 %	3 %	4 %	2 %	1 %	2 %
Les stratégies de sensibilisation/de prévention sont essentielles	5 %	2 %	2 %	3 %	1 %	1 %
Les programmes et stratégies de prévention ne fonctionnent pas/n’aident pas/ne sont pas efficaces/la violence continue d’augmenter	1 %	2 %	8 %	1 %	1 %	9 %
Des programmes et des stratégies de soutien sont nécessaires pour aider les femmes à quitter les situations de violence (logements abordables, frais juridiques, etc.)	2 %	3 %	4 %	1 %	1 %	3 %
Le système de justice pénale doit être plus efficace	1 %	1 %	3 %	1 %	1 %	1 %
Il faudrait s’assurer qu’il est sécuritaire de signaler les agressions/beaucoup d’agressions ne sont pas signalées	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %	2 %
Il faut imposer des peines plus sévères	0 %	1 %	2 %	1 %	1 %	3 %
Il faudrait mieux former la police, les professionnelles et professionnels en travail social, en counselling, en santé ou du milieu juridique, etc.)	1 %	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Il faut arrêter de rejeter la responsabilité sur les victimes	1 %	1 %	2 %	0 %	0 %	1 %
Il faut veiller à l’égalité/l’égalité économique des femmes	1 %	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Il faut aborder le problème de la violence faite aux garçons/les hommes sont également victimes de violence fondée sur le sexe	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	1 %
Une meilleure application de la loi est nécessaire (ordonnances préventives, ordonnances de non-communication, personne n’est au-dessus de la loi [clergés, médecins, enseignantes et enseignants, etc.]	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	1 %

**Opinion sur les systèmes de soutien pour les victimes et les survivantes ou survivants**  
Q6A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5887	1651
Il faut offrir davantage de mécanismes de soutien aux victimes et aux survivantes ou survivants (p. ex., financement de projets pour les maisons d’hébergement et les centres d’aide aux victimes de viol, autres services pour les victimes, survivantes et survivants)	18 %	7 %
Les victimes doivent pouvoir accéder facilement/rapidement aux programmes et services	5 %	1 %

Les programmes de sensibilisation/de prévention/d'intervention sont importants	3 %	1 %
Plus d'attention doit être portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice (peines plus sévères, justice pour les victimes, etc.)	3 %	1 %
Des programmes et des stratégies de soutien sont nécessaires pour aider les femmes à quitter les situations de violence (logements abordables, frais juridiques, etc.)	3 %	1 %
Il faudrait offrir davantage de formations aux personnes qui interviennent auprès des victimes, survivantes et survivants (domaines du travail social et du counselling, services de police, soins de santé, justice, etc.)	3 %	1 %
Des services de soutien à long terme sont nécessaires	3 %	1 %
Ce sont des services essentiels/nécessaires/un premier point de contact	3 %	1 %
Les ressources actuelles semblent efficaces	2 %	3 %
De nombreuses victimes ne demandent pas d'aide (en raison de la honte, de la stigmatisation ou du scepticisme, d'une peur de la justice, du découragement, d'une perte de confiance dans le système, par crainte de perdre leurs enfants ou leur citoyenneté, etc.)	2 %	2 %
Il faut davantage/mieux sensibiliser le public	2 %	1 %
Les victimes, survivantes et survivants doivent avoir accès à de bons soins de santé	2 %	1 %
Il faut arrêter de rejeter la responsabilité sur les victimes dans tous les secteurs (soins de santé, système de justice, police, etc.)	2 %	1 %
Les victimes et les survivantes ou survivants doivent avoir accès à de meilleurs services sociaux	2 %	1 %
Il faut s'assurer que les services ont suffisamment de personnel et de fonds pour soutenir les victimes	2 %	0 %
On doit avoir accès à des programmes/au soutien dans les régions rurales et éloignées	2 %	0 %
Il faut adopter une approche mieux adaptée sur le plan culturel (p. ex., programmes de prévention, services policiers, services aux victimes)	2 %	0 %
Il faut offrir plus de mécanismes de soutien aux populations vulnérables/aux personnes marginalisées (p. ex., les travailleuses et travailleurs du sexe, les personnes allosexuelles)	2 %	0 %
Ces systèmes ne sont pas efficaces	1 %	1 %
On doit en faire davantage (non précisé)	1 %	1 %
Des services de soutien pour les hommes qui sont victimes de violence sont nécessaires	1 %	1 %
Des services de soutien pour les enfants sont nécessaires	1 %	0 %
Il faut faire plus d'efforts pour changer les normes sociales/les attitudes	1 %	0 %
Les organismes doivent travailler ensemble/échanger de l'information	1 %	0 %
Il faut tenir compte des facteurs/influences socioéconomiques	1 %	0 %
Il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence	1 %	0 %
Un bon système de soutien est nécessaire pour briser le cycle de la violence	1 %	0 %
Il faut plus d'efforts/programmes de réadaptation	1 %	0 %
Les services policiers doivent en faire plus (exécuter les ordonnances de protection, arrêter les personnes qui ne respectent pas leur libération conditionnelle, veiller à la sécurité des victimes, etc.)	1 %	0 %
De nombreuses femmes retournent à des situations violentes	1 %	0 %
Autre	1 %	1 %
Aucun autre commentaire	47 %	64 %
Je ne sais pas	10 %	14 %

### Opinion sur les systèmes de soutien pour les victimes et les survivantes ou survivants

- selon la perception de l'efficacité et la source de l'échantillon

Q6A. Veuillez préciser leur opinion.

LIEN-OUVERT

PANEL LÉGERWEB

EFFICACE

Moyennement

PAS

EFFICACE

Moyennement

PAS

	NET	efficace	EFFICACE NET	NET	efficace	EFFICACE NET
<b>Totaux pondérés :</b>				676	612	311
<b>Totaux non pondérés :</b>	2 624	1 790	1 206	656	621	319
Ce sont des services essentiels/nécessaires/un premier point de contact	5 %	1 %	0 %	2 %	0 %	1 %
Les ressources actuelles semblent efficaces	4 %	1 %	0 %	5 %	1 %	0 %
Plus d'attention doit être portée aux besoins des victimes, survivantes et survivants dans le système de justice (peines plus sévères, justice pour les victimes, etc.)	2 %	2 %	5 %	0 %	1 %	2 %
Il faudrait offrir davantage de formations aux personnes qui interviennent auprès des victimes, survivantes et survivants (domaines du travail social et du counselling, services de police, réseau de la santé, justice, etc.)	2 %	3 %	5 %	0 %	0 %	2 %
Il faut arrêter de rejeter la responsabilité sur les victimes dans tous les secteurs (réseau de la santé, justice, police, etc.)	1 %	2 %	4 %	0 %	0 %	2 %
Les victimes, survivantes et survivants doivent avoir accès à de bonnes mesures de soutien à la santé	2 %	2 %	3 %	0 %	1 %	1 %
De nombreuses victimes ne demandent pas d'aide (en raison de la honte, de la stigmatisation ou du scepticisme, d'une peur de la justice, du découragement, d'une perte de confiance dans le système, par crainte de perdre leurs enfants ou leur citoyenneté, etc.)	2 %	3 %	3 %	2 %	1 %	3 %
Ces systèmes ne sont pas efficaces	0 %	0 %	2 %	0 %	0 %	2 %
De nombreuses femmes retournent à des situations violentes	0 %	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %

### Opinion sur les interventions du système de justice

Q7A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN-OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5 887	1 651
Le système ou les procédures doivent être améliorés (réduire l'attente, éviter la revictimisation des victimes, augmenter le taux de condamnation, etc.)	12 %	3 %
Les personnes qui commettent des actes de violence ne passent pas suffisamment de temps en prison/elles sont trop facilement innocentées/on devrait imposer des peines plus sévères	7 %	7 %
Il faut mieux soutenir les victimes, survivantes et survivants (aide psychologique ou juridique, travailleuses et travailleurs de soutien, justice réparatrice, etc.)	7 %	2 %
Il faut mieux former les prestataires de service sur cet enjeu (mieux comprendre l'enjeu, faire preuve de plus délicatesse envers les besoins des victimes, etc.)	6 %	2 %
On rejette souvent la responsabilité de ce qui est arrivé sur les victimes/on porte des jugements défavorables envers elles	5 %	2 %
Beaucoup d'actes de la violence/de violence sexuelle ne sont pas signalés	5 %	1 %
Il y a toujours des points à améliorer /le système n'est pas tellement efficace	4 %	3 %
Il est parfois difficile de fournir des preuves/les plaintes ne sont pas toujours prises au sérieux	4 %	2 %
Les victimes ne se sentent pas en sécurité/ont peur de s'exposer à plus de violence/les ordonnances de non-communication ne sont pas respectées	4 %	1 %
Il faut mieux former les membres des services policiers sur la question (faire mieux comprendre l'enjeu, mieux aider les victimes, améliorer la qualité des interventions, etc.)	3 %	1 %
Le système fait preuve de beaucoup de discrimination (approche sexiste, stéréotypée et misogynne, etc.)	3 %	1 %
Le système judiciaire doit être réformé pour tenir compte des besoins et de la diversité des victimes/les lois doivent être mises à jour/le système doit mieux intervenir dans les situations de violence fondée sur le sexe	3 %	1 %
Il faut améliorer l'accès au système judiciaire/à l'aide financière pour les frais juridiques/il faut s'assurer que le public comprend mieux les lois	3 %	0 %

Les agresseuses et les agresseurs doivent avoir accès à de meilleurs services de counselling/on doit mieux les suivre/ on doit investir davantage dans les programmes de réadaptation	2 %	1 %
Le public doit être mieux sensibilisé à cet enjeu/il faut se concentrer sur la prévention pour mettre fin à la violence	2 %	1 %
Beaucoup de travail doit être fait pour améliorer la confiance dans le système de justice/on a peu de confiance dans le système de justice	2 %	1 %
Les agresseuses et agresseurs doivent répondre de leurs actes/doivent être traités comme des criminels	2 %	1 %
On doit faire mieux pour contrer le problème de la violence familiale	2 %	1 %
L'appareil juridique manque de ressources (manque de financement et de personnel)	2 %	1 %
On rejette souvent la responsabilité de ce qui est arrivé sur les femmes/on porte des jugements défavorables envers les femmes	2 %	0 %
Les interventions ont peu d'effet sur les personnes déterminées à commettre des actes de violence/les agresseuses et les agresseurs changent rarement/la violence persiste	1 %	1 %
Les services de police ne peuvent pas agir avant le fait/la police peut seulement agir une fois que l'acte de violence est commis	1 %	1 %
Le système est efficace/ il s'améliore/j'ai reçu du bon service	1 %	1 %
Le système est raciste (envers les immigrantes et les immigrants, les femmes autochtones, etc.)	1 %	0 %
La collaboration de l'ensemble des intervenantes et intervenants dans l'appareil judiciaire est essentielle au bien-être des victimes de violence fondée sur le sexe	1 %	0 %
La police/le système/les pouvoirs en place commettent souvent des actes de violence	1 %	0 %
Le système ne travaille pas en faveur des victimes/le système soutient plutôt les agresseuses et les agresseurs	1 %	0 %
Les hommes peuvent aussi être victimes/les hommes sont victimes de fausses accusations/les tribunaux soutiennent les femmes plutôt que les hommes	0 %	1 %
Autre	3 %	2 %
Aucun autre commentaire	45 %	61 %
Je ne sais pas	7 %	13 %

### Opinion sur la justice - selon la perception de l'efficacité et la source de l'échantillon

Q7A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN-OUVERT			PANEL LÉGERWEB		
	EFFICACE NET	Moyennement efficace	NON EFFICACE NET	EFFICACE NET	Moyennement efficace	NON EFFICACE NET
<b>Totaux pondérés :</b>				449	531	620
<b>Totaux non pondérés :</b>	818	1 329	3 529	443	535	619
Le système est efficace/ il s'améliore/j'ai reçu du bon service	2 %	1 %	0 %	3 %	0 %	0 %
Le système ou les procédures doivent être améliorés (réduire l'attente, éviter la revictimisation des victimes, augmenter le taux de condamnation, etc.)	5 %	9 %	16 %	1 %	2 %	6 %
Les personnes qui commettent des actes de violence ne passent pas suffisamment de temps en prison/elles sont trop facilement innocentées/on devrait imposer des peines plus sévères	4 %	5 %	9 %	4 %	5 %	12 %
On rejette souvent la responsabilité de ce qui est arrivé sur les victimes/on porte des jugements défavorables envers les victimes	1 %	3 %	7 %	0 %	1 %	4 %
Il est parfois difficile de fournir des preuves/les plaintes ne sont pas toujours prises au sérieux	2 %	3 %	6 %	0 %	1 %	3 %
Beaucoup d'actes de la violence/de violence sexuelle ne sont pas signalés	2 %	3 %	6 %	1 %	1 %	2 %
Les victimes ne se sentent pas en sécurité/ont peur de s'exposer à plus de violence /les ordonnances de non-communication ne sont pas respectées	2 %	3 %	5 %	0 %	1 %	2 %

Le système fait preuve de beaucoup de discrimination (approche sexiste, stéréotypée et misogyne, etc.)	1 %	2 %	5 %	0 %	1 %	2 %
Il faut mieux former les membres des services policiers sur la question (faire mieux comprendre l'enjeu, mieux aider les victimes, améliorer la qualité des interventions, etc.)	2 %	2 %	3 %	0 %	1 %	1 %
On rejette souvent la responsabilité de ce qui est arrivé sur les femmes/on porte des jugements défavorables envers les femmes	1 %	1 %	3 %	0 %	0 %	1 %
Beaucoup de travail doit être fait pour améliorer la confiance dans la justice/on a peu de confiance dans la justice	1 %	1 %	2 %	0 %	0 %	1 %
La police/le système/les pouvoirs en place commettent souvent des actes de violence	0 %	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Le système ne travaille pas en faveur des victimes/ le système soutient plutôt les agresseuses et les agresseurs	0 %	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Les services de police ne peut pas agir avant le fait/la police peut seulement agir une fois que l'acte de violence est commis	0 %	1 %	1 %	0 %	0 %	1 %

### Opinion sur les programmes de réadaptation des agresseuses et des agresseurs

Q8A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN-OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5 887	1 651
Il n'y a aucune preuve que ces programmes sont efficaces	4 %	2 %
Il est impossible de réadapter certaines/de nombreuses personnes ayant commis des actes de violence	3 %	4 %
Il y a trop de récidives	3 %	3 %
Les coupables doivent examiner leurs propres attitudes et comportements	3 %	2 %
Ces programmes manquent de financement/de ressources	3 %	1 %
Les places/les services/les programmes offerts sont limités	3 %	1 %
Il faut davantage se concentrer sur la prévention et la sensibilisation	3 %	1 %
Ces programmes produisent des changements	3 %	1 %
Les actes criminels doivent donner lieu à des condamnations/des ordonnances	2 %	2 %
Ces programmes bénéficieraient d'une approche multidisciplinaire	2 %	1 %
Les agresseuses et les agresseurs s'en tirent sans avoir à répondre de leurs actes	2 %	1 %
Des changements sociaux/une sensibilisation plus vastes sont nécessaires	2 %	0 %
Des études/des recherches supplémentaires sur ces programmes sont nécessaires	2 %	0 %
Des suivis devraient être faits après la fin du programme	1 %	1 %
Beaucoup d'agresseuses et d'agresseurs libérés présentent un grand risque de récidive	1 %	1 %
On doit en faire davantage/améliorer la situation (en général)	1 %	1 %
Les programmes de gestion de la colère sont inefficaces	1 %	0 %
Les programmes sont trop courts pour être efficaces	1 %	0 %
Certaines régions/collectivités/provinces sont moins bien servies	1 %	0 %
Les programmes nécessitent des interventions de personnes très bien formées	1 %	0 %
On doit examiner les mesures facultatives/obligatoires des programmes	1 %	0 %
Il est préférable de se concentrer sur la réadaptation que sur les sanctions	1 %	0 %
On n'exige pas que les agresseuses et agresseurs répondent de leurs actes	1 %	0 %
Le système de justice est inefficace/des réformes sont nécessaires sur ce point	1 %	0 %
On doit mettre fin au cycle de la violence	1 %	0 %
Les agresseuses et agresseurs ont besoin du soutien de la collectivité	1 %	0 %

On doit se concentrer sur les victimes et non sur les agresseuses et agresseurs	1 %	0 %
Les programmes de justice réparatrice sont efficaces	1 %	0 %
Le financement des programmes d'intervention auprès de partenaires violentes a été réduit	0 %	0 %
Il faut tenir compte de la santé mentale/des problèmes de dépendance	0 %	0 %
Le gouvernement doit davantage s'en mêler	0 %	0 %
Les mauvais traitements ne sont pas reconnus à moins qu'ils soient violents/de nature physique/qu'on prenne l'agresseuse ou l'agresseur sur le fait	0 %	0 %
Les inégalités sociales sont la cause profonde du problème	0 %	0 %
Autre	1 %	1 %
Aucun autre commentaire	46 %	61 %
Je ne sais pas	21 %	17 %

### Opinion sur les programmes de réadaptation des agresseuses et agresseurs – selon la perception de l'efficacité et la source de l'échantillon

Q8A. Veuillez préciser votre opinion.

	LIEN OUVERT			PANEL LÉGERWEB		
	EFFICACE NET	Moyennement efficace	NON EFFICACE NET	EFFICACE NET	Moyennement efficace	NON EFFICACE NET
<b>Totaux pondérés :</b>				265	446	824
<b>Totaux non pondérés :</b>	763	1 230	2 876	259	455	819
Ces programmes produisent des changements	13 %	4 %	1 %	4 %	2 %	0 %
Ces programmes ne sont pas bien financés/manquent de ressources	5 %	4 %	3 %	0 %	1 %	1 %
Les places/les services/les programmes offerts sont limités	5 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %
Il faut davantage se concentrer sur la prévention et la sensibilisation	5 %	4 %	3 %	0 %	2 %	2 %
Les coupables doivent examiner leurs propres attitudes/comportements	5 %	4 %	3 %	1 %	3 %	1 %
Ces programmes bénéficieraient d'une approche multidisciplinaire	4 %	3 %	2 %	2 %	1 %	0 %
Les agresseuses et agresseurs ont besoin du soutien de la collectivité	2 %	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %
Les programmes de justice réparatrice sont efficaces	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Il n'y a aucune preuve que ces programmes sont efficaces	1 %	2 %	7 %	0 %	1 %	4 %
Il y a trop de récidives	1 %	2 %	4 %	0 %	2 %	6 %
Les agresseuses et les agresseurs s'en tirent sans avoir à répondre de leurs actes	1 %	1 %	3 %	0 %	1 %	2 %
Les actes criminels doivent donner lieu à des condamnations/des ordonnances	1 %	1 %	3 %	0 %	1 %	3 %
Il est impossible de réadapter certaines/de nombreuses personnes ayant commis des actes de violence	1 %	3 %	3 %	0 %	2 %	7 %
Beaucoup d'agresseuses et d'agresseurs libérés présentent un grand risque de récidive	0 %	1 %	2 %	0 %	1 %	2 %

### Enjeux régionaux en matière de violence fondée sur le sexe

Q9. Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte?

Enjeux régionaux	LIEN-OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5 887	1 651
Mauvaises conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage, prix des logements, etc.)	6 %	2 %
Violence/discrimination envers/parmi les Autochtones/problèmes dans les collectivités autochtones/colonialisme/traumatismes intergénérationnels	5 %	2 %

Différences culturelles/diversité/ multiculturalisme (non précisé)	4 %	2 %
Vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones (violence, discrimination, etc.)	4 %	1 %
Violence conjugale/familiale	4 %	1 %
Exploitation sexuelle (prostitution, exploitation des jeunes filles, pornographie, traite de personnes, etc.)	4 %	1 %
Manque de services/de ressources/de financement dans les régions rurales	4 %	0 %
Manque de sensibilisation/faible sensibilisation dans les écoles/les collectivités	3 %	1 %
Violence/discrimination envers/parmi les personnes allosexuelles/transgenres/non binaires	3 %	1 %
Violence/discrimination envers/parmi les populations immigrantes/les personnes nouvellement arrivées/les réfugiées et réfugiés	3 %	0 %
Manque de ressources/de financement pour les services publics (financement gouvernemental, police, etc.)	3 %	0 %
Problème de dépendance (alcool, drogues)	2 %	1 %
Les hommes utilisent la violence/la manipulation contre les femmes/culture de domination/patriarcat/hypersexualisation/sexisme	2 %	1 %
Violence/discrimination envers les femmes/les enfants /les adolescentes et adolescents	2 %	1 %
Violence perpétrée par la police/ brutalité policière/attitudes de la police/des tribunaux envers la violence/rapports de police	2 %	1 %
Plus haut taux d'incidents dans les régions densément peuplées/violence dans les centres-ville/les rues/les transports en commun	2 %	1 %
Les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues/ « autoroute des larmes » (Highway of Tears)	2 %	0 %
Attitudes/incidents sur les campus (misogynie, « culture du viol », etc.)	2 %	0 %
Manque de services/de ressources/de financement pour les femmes/les enfants (maisons d'hébergement/financement gouvernemental, etc.)	2 %	0 %
Racisme systémique envers/dans les collectivités/ racisme des personnes de race blanche envers les minorités	2 %	0 %
Violence perpétrée par des hommes plus traditionnels/collectivités plus traditionnelles/valeurs plus traditionnelles/conservatrices	1 %	1 %
Violence/discrimination envers/parmi les sans-abris (dans les refuges, la rue, etc.)	1 %	0 %
Vivre en région rurale (non précisé)	1 %	0 %
Manque de services/de ressources/de financement pour les femmes et les filles en région rurale	1 %	0 %
Enjeux relatifs à la santé mentale/soutien à la santé mentale	1 %	0 %
Barrières linguistiques/divisions entre les populations/manque de services bilingues	1 %	0 %
Violence/discrimination envers/parmi les groupes minoritaires (les personnes de race noire, les collectivités hispanophones, les musulmanes et les musulmans [islamophobie], etc.)	1 %	0 %
Manque de services/ressources/financement pour les Autochtones/les collectivités autochtones	1 %	0 %
Harcèlement en ligne/cyberintimidation/intimidation dans les écoles	1 %	0 %
Discrimination/harcèlement sexuelle en milieu de travail	1 %	0 %
Inégalités économiques/écart entre les riches et les pauvres/classisme	1 %	0 %
Violence/discrimination envers/dans les régions/collectivités rurales	1 %	0 %
Intolérance/différence/violence à caractère religieux	1 %	0 %
On ne sanctionne pas suffisamment les personnes qui commettent des actes criminels	1 %	0 %
Violence/discrimination envers les hommes/les hommes peuvent également être victimes de violence	1 %	0 %
Autre	2 %	1 %
Aucun enjeu régional	29 %	59 %
Je ne sais pas	30 %	27 %

### Enjeux régionaux en matière de violence fondée sur le sexe – selon le type de région habitée et la source de l'échantillon

Q9. Lorsque vous songez à la violence fondée sur le sexe, existe-t-il des problèmes propres à votre région dont nous devrions tenir compte?

Enjeux régionaux	LIEN-OUVERT			PANEL LÉGERWEB		
	Régions urbaines et suburbaines	Régions rurales	Régions éloignées	Régions urbaines et suburbaines	Régions rurales	Régions éloignées
<b>Totaux pondérés :</b>				1 257	362	32
<b>Totaux non pondérés :</b>	4 720	991	176	1 257	361	33
Manque de services/de ressources/de financement dans les régions rurales	2 %	13 %	18 %	0 %	0 %	0 %
Mauvaises conditions socioéconomiques (pauvreté, chômage, prix des logements, etc.)	5 %	7 %	15 %	2 %	1 %	7 %
Violence/discrimination envers/dans les collectivités autochtones/problèmes dans les collectivités autochtones/colonialisme/traumatismes intergénérationnels	5 %	5 %	15 %	2 %	2 %	10 %
Violence familiale/conjugale	4 %	5 %	14 %	1 %	2 %	0 %
Manque de services/ressources/financement pour les Autochtones/les collectivités autochtones	1 %	2 %	7 %	0 %	0 %	0 %
Différences culturelles/diversité/multiculturalisme (non précisé)	5 %	2 %	6 %	2 %	1 %	4 %
Manque de ressources/de financement pour les services publics (financement gouvernemental, police, etc.)	3 %	4 %	6 %	1 %	0 %	0 %
Problèmes de dépendance (alcool, drogues)	2 %	3 %	6 %	1 %	2 %	8 %
Manque de sensibilisation/faible sensibilisation dans les écoles/les collectivités	2 %	4 %	6 %	1 %	1 %	4 %
Vulnérabilité des femmes et des enfants autochtones (violence, discrimination, etc.)	5 %	3 %	5 %	1 %	2 %	2 %
Exploitation sexuelle (prostitution, exploitation des jeunes femmes, pornographie, traite de personnes, etc.)	4 %	4 %	5 %	1 %	1 %	10 %
Violence perpétrée par la police/ brutalité policière/attitudes de la police/des tribunaux envers la violence/rapports de police	2 %	3 %	5 %	1 %	0 %	0 %
Les hommes utilisent la violence/la manipulation contre les femmes/culture de domination/patriarcat/hypersexualisation/sexisme	2 %	2 %	3 %	1 %	1 %	3 %
Manque de services/de ressources/de financement pour les femmes/les enfants (maisons d'hébergement/financement gouvernemental, etc.)	2 %	1 %	3 %	0 %	0 %	0 %
Violence/discrimination envers/dans les régions/collectivités rurales	1 %	2 %	3 %	0 %	1 %	5 %
Violence/discrimination envers/parmi les personnes allosexuelles/ transgenres/non binaires	3 %	3 %	2 %	1 %	1 %	8 %
Violence/discrimination envers les femmes/les enfants/les adolescentes et adolescents	2 %	2 %	2 %	1 %	1 %	4 %



Racisme systémique envers/dans les collectivités/racisme des personnes de race blanche envers les minorités	2 %	1 %	2 %	0 %	1 %	0 %
Vivre en région rurale (non précisé)	1 %	3 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Violence perpétrée par des hommes plus traditionnels/des collectivités plus traditionnelles/valeurs plus traditionnelles/conservatrices	1 %	3 %	2 %	1 %	0 %	0 %
Barrières linguistiques/divisions entre les populations/manque de services bilingues	1 %	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Inégalités économiques/écart entre les riches et les pauvres/classisme	1 %	0 %	2 %	0 %	0 %	0 %
On ne sanctionne pas suffisamment les personnes qui commettent des actes criminels	1 %	1 %	2 %	0 %	1 %	0 %
Enjeux relatifs à la santé mentale/soutien à la santé mentale	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %
Violence/discrimination envers/parmi les groupes minoritaires (les personnes de race noire, les collectivités hispanophones, les musulmanes et les musulmans [islamophobie], etc.)	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %
Harcèlement en ligne/cyberintimidation/intimidation dans les écoles	1 %	1 %	1 %	0 %	1 %	0 %
Violence/discrimination envers les hommes/les hommes peuvent également être victimes de violence	1 %	1 %	1 %	0 %	1 %	0 %
Manque de services/de ressources/de financement pour les femmes et les filles en région rurale	0 %	2 %	1 %	0 %	0 %	0 %
Violence/discrimination envers/parmi les populations immigrantes/les personnes nouvellement arrivées/les réfugiées et réfugiés	3 %	1 %	0 %	1 %	0 %	0 %
Plus haut taux d'incidents dans les régions densément peuplées/violence dans les centres-ville/les rues/les transports en commun	3 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %
Attitudes/incidents sur les campus (misogynie, « culture du viol », etc.)	2 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues/« autoroute des larmes » (Highway of Tears)	2 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Violence/discrimination envers/parmi les sans-abris (dans les refuges, sur la rue, etc.)	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Discrimination/harcèlement sexuel en milieu de travail	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Intolérance/différence/violence à caractère religieux	1 %	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %
Autres enjeux régionaux	2 %	3 %	1 %	1 %	1 %	0 %
Aucun enjeu régional	31 %	26 %	13 %	60 %	56 %	41 %
Je ne sais pas	31 %	26 %	22 %	27 %	31 %	22 %

**Autres suggestions en vue de l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe**  
 Q15. Selon vous, quels autres éléments le gouvernement fédéral devrait-il prendre en considération lors de l'élaboration de la stratégie fédérale contre la violence fondée sur le sexe?

Autres suggestions	LIEN-OUVERT	PANEL LÉGERWEB
n=	5 887	1 651
Plus d'efforts pour changer les normes sociales/les attitudes (y compris dans les médias)	5 %	2 %
Sensibilisation dès un jeune âge/prévention (chez les enfants, les adolescentes et les adolescents)/éduquer les garçons pour qu'ils respectent les femmes/enseigner la tolérance (aucune mention de l'école)	4 %	1 %
Campagne de sensibilisation du public/prévention/meilleures communications et informations (reportages télévisés, médias sociaux, etc.)	4 %	2 %
Tenir compte du fait que les victimes sont surtout des femmes (surtout lorsqu'il s'agit de harcèlement sexuel et de viol)	3 %	1 %
Inclusivité/s'assurer que chaque collectivité participe à la stratégie	3 %	1 %
Consulter des spécialistes/des professionnelles et professionnels/des groupes de soutien (centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, maison d'hébergement, etc.)	3 %	0 %
Créer un meilleur système de justice (tenir compte des victimes avant les agresseuses et les agresseurs)	3 %	2 %
Financer des programmes visant les femmes et les filles autochtones et mieux soutenir ces dernières (femmes autochtones assassinées et disparues)	3 %	1 %
Mieux financer (autres suggestions et non précisé) les recherches et le processus d'enquête	3 %	1 %
Fonder la stratégie sur des faits, des études, des recherches et des statistiques/recueillir plus de données avant d'agir	3 %	1 %
Lois plus sévères/ peines plus sévères /plus longues (surtout en ce qui a trait aux agressions sexuelles)	2 %	5 %
Davantage de programmes de prévention et de sensibilisation dans les écoles pour enseigner le respect mutuel/la tolérance envers toutes les personnes, sans égard au genre ou au sexe (devrait faire partie du curriculum)	2 %	2 %
Des mesures/des efforts constants à long terme sont requis (au lieu des études et des groupes de discussion)	2 %	2 %
L'importance de la sensibilisation/sensibiliser tout le monde davantage (non précisé)	2 %	1 %
Évaluer la qualité des services existants et fournir une formation et des outils appropriés au personnel visé (p. ex, les services de police, les enseignantes et les enseignants, les travailleuses et travailleurs sociaux)	2 %	1 %
Fournir un soutien affectif (aider, écouter et croire les victimes, faire preuve de compassion)/fournir du counselling aux victimes	2 %	1 %
Consultez les victimes (et pas seulement des universitaires)	2 %	1 %
Établir un réseau/des services de communication fiables et sécuritaires pour signaler les actes de violence	2 %	1 %
Mieux financer les services d'aide aux victimes	2 %	1 %
Tenir compte de la pauvreté/des facteurs socioéconomiques et d'autres sources d'influence (particulièrement chez les femmes)	2 %	1 %
Se concentrer sur les populations vulnérables/les personnes marginalisées (particulièrement les personnes transgenres)	2 %	0 %
Mieux sensibiliser différentes cultures/les immigrantes et les immigrants (y compris leur enseigner les lois et les normes canadiennes)	1 %	1 %
Tenir compte des influences/facteurs relatifs à la religion et à la culture	1 %	1 %
Nous n'avons pas besoin de désignation spéciale (VFS), la violence c'est de la violence/il n'y a pas de victime ou agresseuse/agresseur typique	1 %	1 %
Les hommes/les garçons peuvent aussi être victimes de violence fondée sur le	1 %	1 %

sexe		
Tenir compte des effets sur la famille entière (y compris les enfants ou les témoins de violence familiale)	1 %	1 %
Créer plus de services pour protéger les victimes	1 %	1 %
Arrêter de rejeter la responsabilité sur la victime/le système ne devrait jamais victimiser de nouveau la victime	1 %	1 %
Tenir compte des agresseuses et agresseurs (les écouter, éviter les fausses accusations, programmes de réadaptation, prévenir les délits futurs, etc.)	1 %	1 %
Créer un programme pour sensibiliser les hommes à la misogynie, au patriarcat, etc./les encourager à changer/les inclure dans la réalisation de la stratégie	1 %	0 %
Prêter attention aux problèmes en milieu de travail (discrimination, commentaires sexistes, harcèlement, etc.)	1 %	0 %
Éducation sexuelle (sur le consentement, les comportements, le viol, les agressions)	1 %	0 %
Projet de loi C-36/protéger les travailleuses et les travailleurs du sexe (y compris décriminaliser la prostitution)	1 %	0 %
Tenir compte des facteurs qui se recourent	1 %	0 %
Consulter les femmes/les groupes de femmes/les groupes féministes/les groupes d'autonomisation	1 %	0 %
Financer davantage les maisons d'hébergement/offrir davantage et de meilleures maisons d'hébergement aux victimes	1 %	0 %
S'assurer que tout le monde a un meilleur accès aux ressources (accès à Internet, au transport, aux services sociaux, etc.)	1 %	0 %
Financer et soutenir les minorités (autres) : personnes de couleur, minorités linguistiques	1 %	0 %
Tenir compte des facteurs de santé : diète équilibrée, alcool, drogues, meilleurs services de santé (y compris les services de santé mentale)	1 %	0 %
Travailler avec les provinces/tenir compte des régions	1 %	0 %
Tenir compte des besoins particuliers des personnes vivant en région rurale/éloignée	1 %	0 %
Se concentrer sur le harcèlement en ligne/la cyberintimidation	1 %	0 %
Se concentrer sur la violence conjugale/familiale	1 %	0 %
Autre	2 %	1 %
Rien (Je ne crois pas que c'est la responsabilité du gouvernement)	0 %	1 %
Je ne sais pas	54 %	72 %